

NORD-OUEST
PRÉSENTE

APRÈS **AU NOM DE LA TERRE**

RURAL

UN FILM DE
ÉDOUARD BERGEON



**DOSSIER PÉDAGOGIQUE
OFFICIEL DU FILM**

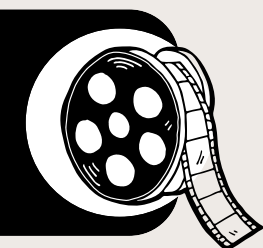
Dossier pédagogique coordonné par **François PURSEIGLE** (professeur des universités en sociologie, directeur d'Agro Toulouse) et **Christophe BERNARD** (responsable communication à l'Union nationale des MFR), avec la participation de **Samuel OUAHAB**, doctorant en sociologie.

Les textes de la partie 4 sont écrits par **François PURSEIGLE** (sauf fiche écrite par **Marine COLLI**).

Conception graphique : **Elodie DUGUÉ** (designer graphique à l'Union nationale des MFR) • Crédit photos : ©Edouard Bergeon, ©Canva, ©Getty images, ©UNMFR.

A l'initiative des Maisons
familiales rurales

MFR
CULTIVONS LES RÉUSSITES



POUR ORGANISER UNE PROJECTION AVEC VOS ÉLÈVES

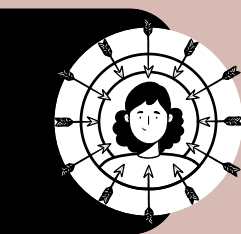
- Contactez la salle de cinéma la plus proche de votre établissement - si vous n'avez pas le contact n'hésitez pas à nous le demander à cette adresse : juliette.douhaire@jour2fete.com
- Demandez au responsable de la salle les modalités pour organiser une séance scolaire : tarifs, disponibilités de la salle...
- Toutes les salles de cinéma peuvent organiser une projection en amont de la sortie du film.

Pour accéder à la liste des avant-premières
déjà prévues par le distributeur



OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

- Compréhension des mutations agricoles contemporaines
- Analyse des représentations du monde rural dans les médias et le cinéma
- Développement de l'esprit critique
- Éducation à la citoyenneté



PUBLIC CIBLE

- **Lycées généraux et technologiques, lycées professionnels, lycées de l'enseignement agricole, Maisons Familiales Rurales** : Français, Histoire-Géographie, SES, philosophie, EMC.
- **Formations supérieures** : agronomie, vétérinaire, journalisme, sciences sociales et politiques, communication.



SOMMAIRE

1. **Présentation du film** • 4
2. **Entretiens avec Edouard Bergeon et Jérôme Bayle** • 4
3. **Clés pour l'enseignant** • 6
4. **Axes de réflexion et activités pédagogiques** • 8
 - a. Producteurs agricoles : chute du nombre de chefs d'exploitation et hausse de la part du salariat • 8
 - b. Diversité des exploitations agricoles françaises • 13
 - c. Installation, transmission et mobilité sociale et professionnelle : des modèles traditionnels à bout de souffle • 19
 - d. Revenus agricoles : entre richesse et pauvreté • 23
 - e. La crise du Mercosur : géopolitique de la viande ? • 29
 - f. Le mouvement professionnel agricole • 33
 - g. Les recompositions des espaces ruraux • 37
 - h. Le retournement de l'exode rural : quand l'urbanité s'installe dans les campagnes • 39
 - i. Place de l'agriculture dans les mondes ruraux : des défis de dialogue • 40
5. **Ressources complémentaires et prolongements possibles** • 41
 - a. A la découverte de l'enseignement agricole et des métiers du vivant • 41
 - b. A la rencontre des agriculteurs • 43



1

PRÉSENTATION DU FILM

Titre : RURAL

Sortie : 4 mars 2026

Réalisateur : Édouard Bergeon (« *Au Nom de la Terre* »)

Auteurs : François Purseigle, Ludovic Gaillard, Édouard Bergeon

Synopsis : Édouard Bergeon (« *Au Nom de la Terre* ») nous plonge dans la vie de Jérôme Bayle, éleveur charismatique du Sud-Ouest et figure nationale de la ruralité. Avec humour et tendresse, il dresse un portrait sensible de l'agriculture familiale française d'aujourd'hui et de ceux qui se battent pour la faire perdurer.



2

ENTRETIENS AVEC EDOUARD BERGEON ET JÉRÔME BAYLE (EXTRAITS DU DOSSIER DE PRESSE)

ENTRETIEN AVEC...
Édouard Bergeon,
réalisateur



• COMMENT EST NÉE L'IDÉE DE CE FILM ?

Édouard Bergeon • Le barrage de Carbonne s'est installé sur l'autoroute A64 à la fin du mois de janvier 2024, quelques semaines à peine avant la diffusion de mon documentaire FEMMES DE LA TERRE, qui rend hommage à ma mère, à ma grand-mère, et à toutes ces femmes d'agriculteurs que l'Histoire a souvent oubliées. Je suivais donc de très près l'actualité agricole. Avec le sociologue François Purseigle, qui avait également travaillé avec moi sur ce précédent film, on a très vite senti qu'il se jouait quelque chose d'inédit dans ce mouvement que personne n'avait alors vu venir, ni le monde politique, ni les instances agricoles. L'échéance à venir des élections à la Chambre d'agriculture, organisées tous les six ans, ajoutait un intérêt particulier à documenter ce qu'il se passait en Haute-Garonne, autour de Jérôme Bayle et de ce collectif des Ultras de l'A64 qui entendait défier l'ordre établi. En fait, ce projet s'est presque imposé à moi. En quelques jours à peine, j'ai su qu'il fallait que je fasse ce film, c'était comme une évidence. ►

► (suite)

• **AVEC TOUT DE SUITE L'IDÉE DE LE DESTINER AU GRAND ÉCRAN ?**

Edouard Bergeon • Oui. Des films documentaires pour la télé, j'en ai déjà fait plusieurs, mais au cinéma, on est encore très peu à vraiment raconter ce monde agricole. Après AU NOM DE LA TERRE et LA PROMESSE VERTE, j'ai également acquis une certaine légitimité en salle, mais je voulais faire autre chose que de la fiction, cette fois. J'avais envie d'un « cinéma du réel », qui puisse parler de la ruralité, de la terre, des fermes avec les mots et les visages de ceux qui vivent cette réalité au quotidien, et dans le temps long. Il y a eu l'émergence assez naturelle du profil de Jérôme, après son coup de sang médiatisé sur la place du Capitole, à Toulouse. Avec son physique de troisième ligne de rugby, son accent du sud-ouest et sa casquette à l'envers, il a une présence qu'on remarque tout de suite. Ce garçon a un destin. Je me suis vite dit qu'on avait tous les ingrédients d'un vrai personnage de cinéma, sans compter le décor avec ces paysages magnifiques de la chaîne des Pyrénées, juste en arrière-plan. Rien que la cuisine chez sa maman, si un chef déco l'avait montée de toutes pièces pour une fiction, on lui aurait dit de freiner parce qu'il en faisait trop !

ENTRETIEN AVEC...
Jérôme Bayle,
agriculteur

• **ON A PU PERCEVOIR UNE CERTAINE ÉMOTION CHEZ VOUS, LORSQUE VOUS AVEZ VU LE FILM POUR LA PREMIÈRE FOIS. QUE PENSEZ-VOUS DU RÉSULTAT FINAL ?**

Jérôme Bayle • C'est un film dans lequel beaucoup de gens se reconnaîtront, car Édouard a su parfaitement raconter qui on était, ce qu'on représente et pourquoi on se bat. Je n'ai pas l'œil averti du grand cinéphile, mais je trouve que le film est vrai, authentique, et ce sont des valeurs qui priment chez nous. Ce qui m'a le plus marqué, c'est d'y voir tous ces sourires à l'écran chez mes proches, mes amis et tous ces gens avec qui on a mené le combat. On s'est tous beaucoup impliqués dans cette lutte, mais cela m'a permis de prendre conscience qu'il y avait aussi eu beaucoup de joie. Cela m'a fait réfléchir, au sens de notre action et à tout ce qu'on a fait. Quand on connaît l'histoire, c'est toujours facile de la refaire après coup, mais il ne faut pas oublier qu'au début, quand on est rentrés sur cette autoroute, on prévoyait d'y rester une nuit maximum. On n'avait pas grand-monde à nos côtés, au contraire, on avait même les syndicats agricoles et la profession contre nous. Personne ne pensait qu'on en arriverait là, à bloquer l'autoroute pendant 10 jours, et que ça deviendrait le mouvement que c'est devenu. C'est pas rien, quand même. Quand on y pense, on se dit qu'on a écrit un petit morceau d'histoire pour le monde agricole et rural. Pour moi, le film rend hommage à la dignité de tous ces gens qui se sentent abandonnés et délaissés, et pas seulement dans l'agriculture. J'espère qu'il pourra faire changer un peu le regard sur ce monde rural qui est trop souvent dénigré, et considéré comme arriéré. ►



► (suite)

• **POURQUOI AVOIR ACCEPTÉ CETTE PROPOSITION D'EDOUARD BERGEON ?**

Jérôme Bayle • J'ai d'abord refusé, au départ. Comme tous les autres projets de films ou de livres qu'on a pu me proposer – il y en a bien eu entre 15 et 20, si ce n'est pas plus. Je ne voulais pas donner l'impression de profiter de notre mal-être pour se mettre en avant. Et puis François Purseigle, que je connaissais, a insisté pour qu'on se rencontre avec Édouard. A l'époque, je n'avais même pas vu son film, *AU NOM DE LA TERRE*. On s'est appelé et puis Édouard est venu me voir à la ferme. Et ça a tout de suite matché. On a un lien particulier, on a le même âge, la même vie, on a connu les mêmes épreuves. On est tous les deux à la fois un peu solitaires et en même temps passionnés par les rencontres humaines. J'en ai parlé avec mes proches, qui m'ont dit que ça pouvait être une super occasion de parler du monde agricole. Et j'ai accepté en lui disant que le film ne pouvait avoir d'autre fin personnelle que de servir la cause. Je lui ai dit : « si j'ai été mis en avant, c'est parce qu'il y a des gens dans la détresse, qui ont fait comme ton père et comme le mien. Moi, je veux tirer aucun bénéfice du malheur des autres, mais si je peux servir la cause et redorer le blason de la ruralité, alors banco ! ». Ce film, je ne l'ai pas fait pour moi, mais pour la mémoire de nos anciens, pour tous ceux qui vivent des situations dramatiques dans notre profession et pour tous ceux qui se battent pour nos territoires. Et pour les générations futures, aussi.

Pour retrouver l'intégralité des entretiens...

Cliquer ici !



3

CLÉS POUR L'ENSEIGNANT

Le film *RURAL* constitue un formidable support pédagogique pour initier les lycéens au dialogue et au débat, en cohérence avec les référentiels scolaires du lycée.

Un sujet riche et actuel

- **Portrait engagé d'un élève** : Édouard Bergeon nous dévoile avec humour et tendresse la vie de Jérôme Bayle, éleveur charismatique du SudOuest, révélant les défis économiques, humains et sociaux rencontrés dans l'agriculture familiale française contemporaine.
- **Problématiques multiples** : Le film soulève des sujets cruciaux : la viabilité des exploitations, la souveraineté alimentaire, la transition écologique, et la souffrance croissante chez les agriculteurs.

Cela crée un socle solide pour engager des discussions argumentées, permettre le questionnement critique et croiser des points de vue divers.

Apports pour l'Enseignement Moral et Civique (EMC)

Le cadre de l'EMC invite à pratiquer des démarches actives, comme le débat argumenté, pour éduquer à la citoyenneté :

- **L'exposition à des points de vue opposés** (éleveur vs consommateur, agriculture conventionnelle vs bio) permet de développer l'écoute, la confrontation non violente et le respect de l'opinion d'autrui.
- **Le débat autour de questions concrètes** - rémunération, produits phytosanitaires, circuits courts - aide à lutter contre les débats stériles (échanges de slogans) pour viser un dialogue constructif.

Objectifs pédagogiques en lycée

La compétence visée	Activités concrètes
Analyser un média (français, éducation aux médias)	Étudier les techniques de portrait (angle, ton, montage), analyser le discours du réalisateur, identifier les biais et valeurs.
Développer l'oral argumenté	Organiser un cinédébat en classe ou interclasses, préparer des cartes d'argumentation, rédiger des interventions structurées.
Comprendre les enjeux sociaux et économiques (SES, géographie)	Étudier les rendements agricoles, les marchés internationaux, les circuits d'alimentation et leur impact.
Philosophie / EMC	Débattre sur la justice sociale, la responsabilité individuelle vs collective, le rapport à la nature.

Déroulement pédagogique possible

1. **Projection collective du film** (en avant-première ou après sa sortie en salle).
2. **Temps de restitution** : les élèves formulent ce qu'ils ont observé, ressenti.
3. **Activité préparatoire** : constitution de deux groupes aux positions opposées (ex. « circuits courts » vs « libre échange »).
4. **Débat structuré** : chaque groupe présente ses arguments, puis échange en respectant les règles de l'EMC : écoute active, respect, transitions claires.
5. **Bilan collectif** : ce que chaque point de vue révèle sur les valeurs abordées (éthique, écologie, solidarité...).

"Rural" : un documentaire pour nourrir la réflexion et l'argumentation

- **Concret et proche de la réalité** : les élèves peuvent identifier le quotidien des agriculteurs, un thème toujours pertinent.
- **Riche en points de tension** : économique, social, environnemental — autant d'axes pour nourrir la réflexion et l'argumentation.
- **Outil citoyen** : encourage les jeunes à réfléchir à leur rôle de futurs consommateurs, acteurs politiques ou professionnels dans la société rurale et urbaine.

Le film *Rural* s'inscrit donc pleinement dans les objectifs du lycée : développer la pensée critique, maîtriser l'expression orale, et s'engager dans des débats citoyens sur des thèmes sociétaux. Par sa richesse documentaire et sa dimension humaine, il permet d'initier les lycéens à un véritable dialogue démocratique, en éducation civique comme en français, en philosophie ou en SES.

Vous trouverez dans la suite de ce dossier différents apports théoriques pour vous permettre de disposer d'un socle d'apports théoriques solide, ainsi que de quelques propositions d'activités pédagogiques.

4 AXES DE RÉFLEXION ET ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES

a. Producteurs agricoles : chute du nombre de chefs d'exploitation et hausse de la part du salariat

D'après la Mutualité sociale agricole (MSA), en 2024 la France ne compte plus que 412 766 chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole, 16 286 conjoints collaborateurs d'exploitation et 2 445 aides familiaux¹. On ne comptabilise donc plus que 431 497 actifs non-salariés qui travaillent dans les exploitations agricoles françaises², soit environ 1,5% de la population active (INSEE, enquête emploi, 2020)³. Selon le dernier recensement, le nombre de chefs d'exploitation, de coexploitants⁴ et de permanents familiaux aurait baissé de 27,5% en dix ans (2010-2020)⁵.

La majorité des agriculteurs français sont des hommes et seulement 19% d'entre eux ont un ou une conjointe qui exerce le même métier qu'eux. L'agriculture familiale française est donc de moins en moins conjugale. À ce constat s'ajoute un vieillissement de la population agricole qui s'accroît. Seulement un agriculteur sur cinq a moins de 40 ans. Il n'y a jamais eu aussi peu de jeunes dans cette profession. Une exploitation agricole française sur deux est dirigée par au moins un exploitant ayant 55 ans ou plus, et un peu plus d'un quart des exploitations ont à leur tête au moins un exploitant de plus de 60 ans⁶. D'ici 2026, pas moins de 50 % des chefs d'exploitation auront l'âge de partir à la retraite.

1. Dans l'agriculture, un aide familial est une personne non-salariée, reliée par un lien de parenté au chef d'exploitation, vivant dans la structure agricole en question et participant à sa mise en valeur.

2. MSA, "les chiffres utiles" édition 2025.

3. François Purseigle, Bertrand Hervieu, *Une agriculture sans agriculteurs. La révolution indicible*, Paris, Presses de Sciences Po, 2022.

4. Le statut de coexploitant est susceptible d'être choisis par des époux qui exploitent et gèrent ensemble une même exploitation.

5. Samuel Givois, *Recensement agricole 2020, Main d'œuvre et externalisation des travaux*, Le volume de travail des salariés permanents non familiaux augmente de 8% en dix ans, Agreste, ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, juillet 2022, n°11, p.1.

6. Catherine Barry, « Recensement agricole 2020. Âge des exploitants et devenir des exploitations : les exploitations fruitières ou de grandes cultures plus souvent dirigées par au moins un exploitant senior », Primeur, Agreste, 10, juillet 2022, p. 3.

Par conséquent, nous pourrions voir émerger «une agriculture sans agriculteurs» ou du moins reposant sur de nouveaux dispositifs productifs⁷. Ce sont notamment les petites exploitations qui sont les plus touchées par ce vieillissement des actifs. Le taux de renouvellement des chefs d'exploitation en particulier ne cesse de décliner. Un chef d'exploitation sur trois n'est pas remplacé, même ceux qui portent des projets agricoles répondant a priori aux enjeux environnementaux ou ayant développé de nouveaux circuits de commercialisation localisés n'échappent pas à cette tendance.

Parallèlement à la chute du nombre de chefs d'exploitation, l'augmentation de la part du salariat agricole est l'un des phénomènes majeurs des évolutions démographiques qui caractérisent les mondes agricoles français. Même si cette augmentation ne compense en rien, l'effacement de la population des chefs d'exploitation. Près de 731 000 actifs salariés (CDI, CDD, contrats saisonniers) seraient embauchés directement par les exploitants agricoles et 185 700 le seraient par l'intermédiaire de sociétés spécialisées (salariés d'entreprises de travaux, d'intérim, de groupements d'employeurs et de coopératives d'utilisation de matériel agricole, salariés détachés)⁸. Même si le recours au salariat agricole a toujours été développé dans certaines filières comme en viticulture ou dans la production légumière, nous constatons aujourd'hui que toutes les productions agricoles en sont aujourd'hui de plus en plus dépendantes.

Au-delà de l'effacement de la population des chefs d'exploitation et des actifs familiaux, et de la hausse du salariat, il convient de souligner que l'agriculture française est témoin d'agencements de statuts de plus en plus complexes. Un chef d'exploitation peut, en effet, être salarié de la société civile d'exploitation agricole qui l'abrite et dont il est membre; il peut également être salarié d'une société commerciale et diversifier ses sources de revenus en offrant ses services à d'autres agriculteurs ou en proposant des activités de commercialisation ou d'hébergement à la ferme. Ainsi, l'agriculture compte parmi les secteurs qui permettent d'endosser plusieurs statuts professionnels, se traduisant par une pluri-appartenance au monde de l'entreprise.

Parallèlement à ce phénomène, on constate que les actifs agricoles se tournent de plus en plus vers la pluriactivité. Sur ce point, le régime de temps partiel et le caractère saisonnier ou temporaire de certaines activités agricoles ne sont plus uniquement synonymes de précarité ou de non-qualification. La plupart des actifs familiaux (conjoint, enfants etc.) qui travaillent encore sur une exploitation le font à temps partiel.

Enfin, si le salariat agricole est parfois synonyme de précarité, il peut dans certains cas requérir un haut esprit de responsabilité et une grande technicité. Notons, à cet égard, que le niveau de qualification dans les métiers agricoles ne cesse d'augmenter et que la proportion de jeunes agriculteurs de moins de 30 ans titulaires d'un baccalauréat (ou équivalent) n'a jamais été aussi importante. Même si les conditions de travail et les revenus sont disparates, le choix des métiers agricoles conduit très souvent à l'acquisition d'un savoir-faire et d'un savoir-être.

7.F. Purseigle, B. Hervieu, Une agriculture sans agriculteurs..., op. cit.

8.Axel Magnan, *Le Développement du salariat précaire dans l'agriculture française : une approche d'économie institutionnelle*, Thèse de doctorat en économie, Université Paris-Saclay, 2022, p. 126-128.

Proposition d'activités pédagogiques

EX. 1 / COMPRENDRE LES DONNÉES : ANALYSE ET INTERPRÉTATION



Objectif :

Apprendre à lire et interpréter des données statistiques sur les mutations du monde agricole.



Consigne :

À partir des données fournies dans la fiche, répondez aux questions suivantes :

- Calculez le pourcentage de chefs d'exploitation parmi les actifs non-salariés agricoles en 2020.
- Comparez ce pourcentage à celui des coexploitants et des aides familiaux.
- En vous basant sur la baisse de 27,5 % en dix ans, estimez le nombre de chefs d'exploitation en 2010.
- Quelles conséquences cette baisse peut-elle avoir sur la structure des exploitations agricoles ?



Variante :

- Représentez graphiquement l'évolution du nombre de chefs d'exploitation entre 2010 et 2020.
- Comparez cette évolution à celle du salariat agricole.



Supports :

- Tableur pour les calculs et graphiques.
- Carte mentale pour synthétiser les causes et conséquences de cette évolution.

EX. 2 / ÉTUDE DE CAS : « UNE EXPLOITATION AGRICOLE EN 2026 »



Objectif :

Comprendre les enjeux du vieillissement et du renouvellement des générations en agriculture.



Consigne :

Imaginez une exploitation agricole en 2026. Son exploitant actuel a 60 ans et envisage de partir à la retraite.

- Quels sont les scénarios possibles pour la transmission de cette exploitation ?
- Quels obstacles pourraient empêcher sa reprise ?
- Quelles solutions pourraient être mises en place pour faciliter le renouvellement des générations ?




Supports :


- Travail en groupe pour explorer différents scénarios (transmission familiale, installation d'un jeune agriculteur, reprise par un salarié, etc.).
- Présentation orale ou écrite des solutions proposées.




Proposition d'activités pédagogiques

EX. 3 / DÉBAT : « L'AGRICULTURE SANS AGRICULTEURS, MYTHE OU RÉALITÉ ? »

 **Objectif :**
Réfléchir aux évolutions du modèle agricole et à ses conséquences.


 **Consigne :**
Organisez un débat en classe autour de la question : « *Peut-on imaginer une agriculture française sans chefs d'exploitation ?* »


- Divisez la classe en deux groupes : l'un défend l'idée que l'agriculture peut se passer de chefs d'exploitation (grâce au salariat, aux coopératives, etc.), l'autre soutient que ce modèle est indispensable.
- Chaque groupe prépare des arguments en s'appuyant sur les données de la fiche et des exemples concrets.
- Quelle différence entre "pluri-activité" et "diversification des activités" ?

 **Supports :**


- Articles de presse ou témoignages d'agriculteurs sur les difficultés de transmission.
- Vidéo ou extrait du film *Rural* pour illustrer les enjeux.

EX. 4 / QUIZ : « CONNAISSEZ-VOUS L'AGRICULTURE FRANÇAISE ? »

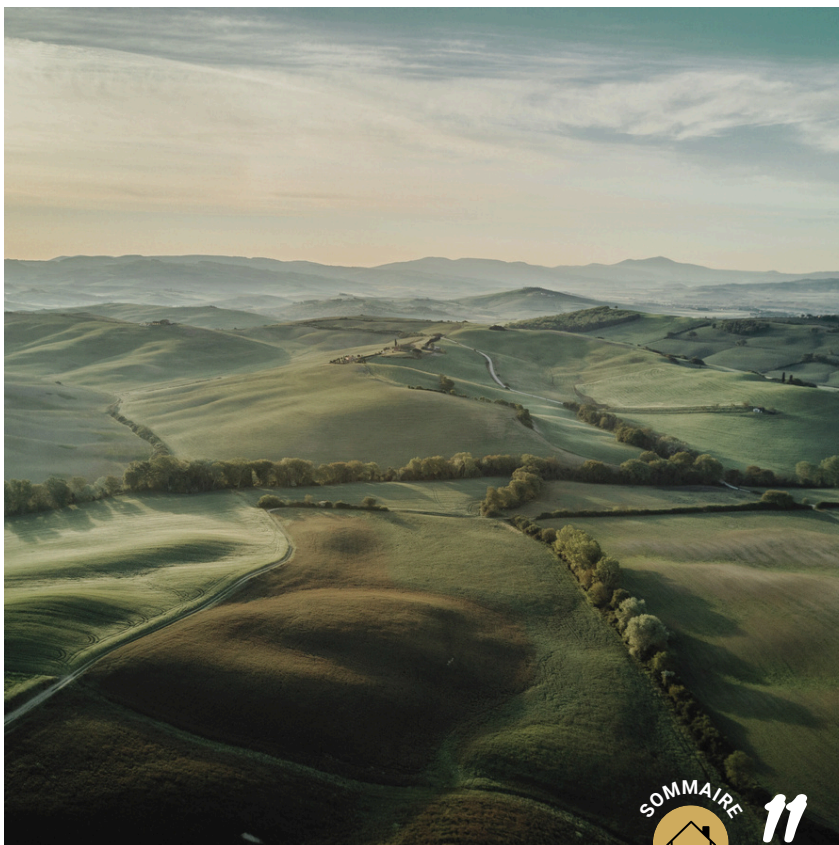
 **Objectif :**
Vérifier les connaissances sur les mutations du secteur agricole.

 **Exemples de questions :**

- Quel pourcentage de la population active travaille dans l'agriculture en France ?
- Quelle est la part des femmes parmi les chefs d'exploitation ?
- Quels sont les trois statuts principaux des actifs agricoles non-salariés ?
- Pourquoi parle-t-on de « pluriactivité » en agriculture ?

 **Supports :**

- Quiz interactif (Kahoot, Socrative, etc.).
- Correction collective avec explications.





4 AXES DE RÉFLEXION ET ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES

a. Producteurs agricoles : chute du nombre de chefs d'exploitation et hausse de la part du salariat


Proposition d'activités pédagogiques

EX. 5 / RÉFLEXION PERSONNELLE : « ET MOI, JE VERRAIS MON AVENIR DANS L'AGRICULTURE ? »

 **Objectif :**
Sensibiliser les élèves à la diversité des métiers agricoles.


 **Consigne :**
Rédigez un texte ou réalisez une vidéo pour expliquer :


- Si vous envisagez (ou non) de travailler dans l'agriculture, et pourquoi.
- Quel métier ou statut vous attirerait le plus, et pour quelles raisons.

 **Supports :**


- Témoignages de jeunes agriculteurs ou salariés.
- Fiches métiers sur les différents statuts.

EX. 6 / SYNTHÈSE : « L'AGRICULTURE EN 2050 »

 **Objectif :**
Projeter les évolutions possibles du secteur agricole.

 **Consigne :**
À partir des données et des exercices précédents, rédigez une synthèse ou créez une frise chronologique pour imaginer :

- À quoi ressemblera l'agriculture française en 2050 ?
- Quels seront les statuts dominants ?
- Quels défis devront être relevés ?

 **Supports :**

- Logiciel de frise chronologique (Timeline, Canva, etc.).
- Débat final pour confronter les visions.



b. Diversité des exploitations agricoles françaises

À l'image du nombre de chefs d'exploitation, celui des exploitations agricoles ne cesse également de chuter et, parmi celles-ci, ce sont les exploitations d'élevage qui voient leur nombre diminuer le plus rapidement (-31% entre 2010 et 2020). Seules les exploitations de grande taille voient leur nombre augmenter.

Moins nombreuses, les exploitations n'ont également jamais été aussi radicalement différentes. Le modèle d'agriculture familiale «à la française» se recompose tout autant qu'il semble s'effacer discrètement. L'analyse des données du recensement agricole montre en première approche que 90 % des exploitations sont familiales. Il apparaît cependant que ce fait est avant tout lié à des raisons capitalistiques et non pas ou plus à des raisons ayant trait à l'organisation du travail sur l'exploitation. Ce chiffre masque donc le fait que la correspondance entre l'exercice familial du métier, le capital foncier et le capital d'exploitation est profondément bousculée.

Si l'on s'intéresse davantage à la main-d'œuvre, les exploitations correspondant au modèle de l'exploitation conjugale, dite à «2UTH⁹», promue par les organisations professionnelles agricoles et les pouvoirs publics dans les années 1950, ne représentent plus que 20 % de ces exploitations agricoles familiales. Le caractère familial de ces exploitations ne tient parfois plus qu'à un fil et les chefs d'exploitation apparaissent de plus en plus seuls dans la réalisation de leurs activités, dans la prise de décision et dans l'exercice de la responsabilité professionnelle. Le portrait des exploitations agricoles françaises s'apparente de plus en plus à celui d'une agriculture familiale «sociétaire», aux contours plus abstraits, dissociant le travail agricole et le capital d'exploitation d'une part, de la gestion patrimoniale et foncière d'autre part. 60 % des chefs d'exploitations français évoluent dans des exploitations sociétaires (société civile d'exploitation agricole (SCEA), groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC)...) et pas moins de 10 % d'entre eux dans plusieurs sociétés agricoles¹⁰. Ces sociétés sont «familiales» en raison du caractère familial de la propriété foncière qui permet d'assurer une rente à l'ensemble des associés. Ainsi, les générations ayant quitté la vie active agricole peuvent percevoir des loyers ou des fermages. Si à travers ces montages sociétaires, certains agriculteurs cherchent à sécuriser la dimension patrimoniale de l'exploitation, ils peuvent en parallèle s'investir dans des activités annexes, et ce dans le cadre d'entreprises distinctes. Ces stratégies engendrent une complexification de l'organisation juridique de l'activité agricole. Outre une société d'exploitation et éventuellement des groupements fonciers agricoles (GFA) visant à regrouper la propriété foncière, une ou plusieurs sociétés commerciales (SA, SARL) sont créées pour développer des activités économiques annexes. Les agriculteurs exploitants peuvent aussi créer des holdings pour rassembler les parts qu'ils possèdent dans ces différentes structures juridiques. Cela a pour effet d'orienter la logique entrepreneuriale vers des entreprises distinctes et juxtaposées à l'exploitation. Ce choix permet notamment de ne pas prendre de risques avec le patrimoine familial. Si ces sociétés commerciales peuvent éventuellement regrouper les mêmes membres que les sociétés d'exploitation, on remarque en effet le développement d'entreprises tierces, et notamment de co-entreprises entre agriculteurs exploitants.

9. Unité de travail humain.

10. Données Mutualité Sociale Agricole, 2021.

Dans certains cas, les capitaux réunis par les agriculteurs concernés sont suffisamment substantiels pour permettre à ces sociétés d'intégrer tous les maillons de la filière, de la production à la commercialisation en passant par la transformation et ainsi de s'émanciper des metteurs en marché traditionnels comme les négoce et les coopératives.

Les exploitations familiales, définies par l'engagement de tous les membres de la famille dans la mise en valeur de l'exploitation, ainsi que les exploitations conjugales, dans lesquelles mari et femme travaillent sur l'exploitation, régressent au profit des exploitations individuelles pour lesquelles seul le chef de famille est actif agricole.

Parmi les exploitations agricoles familiales, certaines correspondent à des exploitations unipersonnelles, d'autres à des micro-exploitations dans lesquelles le chef d'exploitation exerce souvent une autre activité professionnelle, ou encore à des entreprises aux activités diversifiées de type commerciales ou de productions non alimentaires (photovoltaïque, méthanisation etc.).

Parmi les autres traits caractéristiques de l'éclatement des systèmes organisationnels traditionnellement associés à la production agricole, on remarque une évolution des formes d'association entre exploitants. Dans certaines régions, de plus en plus de chefs d'entreprise dotés de nouvelles compétences (managériales, techniques) n'hésitent pas à fusionner leurs assolements et à construire de nouveaux dispositifs sociétaires qui n'ont plus rien à voir avec l'agriculture de groupe qui s'était imposée durant la deuxième moitié du XX^e siècle.

À côté de ces exploitations individuelles et sociétaires, un nouveau type d'exploitation agricole, impensé encore il y a une dizaine d'années par la communauté scientifique et professionnelle, émerge en France et en Europe : des exploitations aux allures de firme, qui, bien qu'elles ne représentent en 2010 que 10 % des exploitations, pèsent 30 % du produit brut standard agricole total et constituent de véritables marqueurs des bouleversements en cours. Étrangères à l'imaginaire commun associé à l'agriculture française, ces entreprises occupent aujourd'hui une place centrale dans certaines filières comme celles de la production légumières ou viticoles¹¹.

Ces « très grandes entreprises agricoles », qui empruntent d'avantage, dans leur mode d'organisation, au secteur industriel et commercial qu'au modèle de l'exploitation agricole traditionnelle, se caractérisent par : un empilement de structures juridiques et une multiplicité des sphères de prise de décision ayant chacune leurs finalités propres ; un niveau élevé d'investissement financier et technologique, lié à une mobilisation conséquente de ressources matérielles et immatérielles d'origine non-agricole ; une distanciation de la relation famille/entreprise agricole, avec le recours à des capitaux externes, au salariat et à la délégation d'activités ; un développement de logiques financières et de gestion patrimoniale avec l'implication de nouveaux acteurs (sociétés d'investissement, grandes familles d'entrepreneurs, industriels, etc.) ; et parfois une multi-localisation de l'activité, avec un degré souvent relativement plus faible de la relation au territoire.

11. François Purseigle, Geneviève Nguyen et Pierre Blanc (dir.), *Le Nouveau Capitalisme agricole : de la ferme à la firme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017.

En conclusion, en termes de dynamiques, ce sont les exploitations qui correspondent au modèle de l'exploitation de couple ou de type familiale qui, depuis vingt ans, disparaissent le plus rapidement (-37% entre 2010 et 2016). À l'inverse, ce sont les exploitations qui reposent sur un recours important à la délégation de tout ou partie du travail agricole (+53%), à de nouvelles formes d'association entre agriculteurs non apparentés (+79%) ou à un nombre de salariés important(+23%) qui voient leur nombre augmenter de manière significative¹².



12. Vanina Forget, Jean-Noël Depeyrot, Muriel Mahé, Estelle Midler, Mickaël Hugonnet, Raphaël Beaujeu, Alexis Grandjean et Bruno Hérault (dir.), *Actif'Agri. Transformations des emplois et des activités en agriculture*, Paris, Centre d'études et de prospective, ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation/La Documentation française, 2019.

Proposition d'activités pédagogiques

EX. 1 / CARTOGRAPHIE DES MODÈLES D'EXPLOITATIONS AGRICOLES



Objectif :

Identifier et classer les différents types d'exploitations agricoles en France.



Consigne :

À partir des données de la fiche, créez une carte mentale ou un tableau comparatif des modèles d'exploitations agricoles :

- Exploitations familiales traditionnelles (conjugales, 2 UTH).
- Exploitations individuelles (unipersonnelles, pluriactives).
- Exploitations sociétaires (GAEC, SCEA, holdings).
- Grandes entreprises agricoles (holdings).

Pour chaque modèle, précisez :

- Leur part dans le paysage agricole français.
- Leurs caractéristiques (taille, main-d'œuvre, organisation juridique, lien au territoire).
- Leurs forces et faiblesses.

Supports :



- Logiciel de carte mentale (XMind, MindMeister).
- Exemples concrets (témoignages, articles).

Variante :



Organisez un jeu de classification : attribuez à chaque groupe un type d'exploitation et demandez-leur de la "vendre" aux autres (argumentaire positif et négatif).

EX. 2 / ÉTUDE DE CAS : « UNE EXPLOITATION EN 2024 VS. UNE EXPLOITATION EN 2050 »



Objectif :

Projeter les évolutions possibles des exploitations agricoles.



Consigne :

En groupe, imaginez :

- Une exploitation type en 2024 (choisissez un modèle parmi ceux cités dans la fiche).
- Son évolution possible en 2050, en tenant compte :
 - Des tendances actuelles (concentration, salariat, diversification).
 - Des défis (climat, réglementation, attentes sociales).
 - Des innovations (technologies, circuits courts, agroécologie).



Supports :

- Extraits du film Rural pour illustrer les tensions.
- Données du recensement agricole (INSEE, MSA).





Restitution :

- Représentez graphiquement l'évolution du nombre de chefs d'exploitation entre 2010 et 2020.
- Comparez cette évolution à celle du salariat agricole.


Proposition d'activités pédagogiques

EX. 3 / DÉBAT : « FAUT-IL SAUVER L'AGRICULTURE FAMILIALE ? »


 **Objectif :**
Confronter les arguments pour et contre la préservation des exploitations familiales.

 **Consigne :**
Divisez la classe en deux groupes :

- **Groupe 1 :** Défend l'idée que l'agriculture familiale est un modèle à préserver (patrimoine, lien au territoire, résilience).
- **Groupe 2 :** Soutient que les exploitations sociétaires ou les grandes fermes sont mieux adaptées aux défis actuels (compétitivité, innovation, investissement).


 **Supports :**


- Témoignages d'agriculteurs (vidéos, articles).
- Données sur la productivité et l'emploi dans chaque modèle.

 **Organisation :**


- Chaque groupe prépare 3 arguments clés, étayés par des exemples.
- Débat modéré, suivi d'une synthèse collective.

EX. 4 / ANALYSE CRITIQUE : « LES GRANDES FERMES, UNE MENACE OU UNE OPPORTUNITÉ ? »


 **Objectif :**
Évaluer les impacts des grandes exploitations agricoles (fermes).

 **Consigne :**
À partir de la fiche et d'exemples concrets (ex. : exploitations légumières ou viticoles) :

- Listez les avantages des grandes fermes (économie d'échelle, innovation, emploi).
- Identifiez les risques (délocalisation, précarisation, perte de lien au territoire).
- Comparez avec les exploitations familiales ou sociétaires.

 **Supports :**

- Articles sur les fermes-usines (ex. Le Monde, Reporterre).
- Données sur la concentration foncière (Terres de Liens, Safer).


 **Restitution :**


- Tableau comparatif ou carte d'arguments.
- Débat : « Faut-il réguler la taille des exploitations ? »



Proposition d'activités pédagogiques

EX. 5 / PROJET : « CRÉER UNE EXPLOITATION AGRICOLE INNOVANTE »


 **Objectif :**
Imaginer un modèle d'exploitation résilient et innovant.

 **Consigne :**
En groupe, concevez une exploitation qui :


- Intègre plusieurs statuts (familial, salarié, associatif).
- Développe des activités diversifiées (agriculture, énergie, tourisme).
- Répond aux enjeux environnementaux et sociaux.

Critères :

- Viabilité économique.
- Résilience face aux crises.
- Lien au territoire.


 **Supports :**


- Exemples de fermes innovantes (permaculture, agroforesterie).
- Outils de design thinking.

 **Restitution :**


- Maquette ou schéma de l'exploitation.
- Présentation orale (5 min) + questions du public.

EX. 6 / QUIZ : « CONNAISSEZ-VOUS LA DIVERSITÉ DES EXPLOITATIONS AGRICOLES ? »

 **Objectif :**
Vérifier les connaissances sur les modèles d'exploitations.

 **Exemples de questions :**

- Quelle part des exploitations sont familiales en France ?
- Qu'est-ce qu'un GAEC ?
- Pourquoi parle-t-on d'« agriculture sociétaire » ?
- Citez deux activités non agricoles développées par des exploitations

 **Supports :**

- Quiz interactif (Kahoot, Genially).
- Correction collective avec explications.

ADAPTATIONS ET PROLONGEMENTS

Pour les lycéens :
Privilégiez les exercices concrets (jeux de rôle, enquêtes).

Pour les étudiants :
Approfondissez les analyses économiques et juridiques (montages sociétaires, régulation).

Lien avec le film Rural :
Utilisez des extraits pour illustrer les tensions entre modèles traditionnels et innovants, ou organisez un débat après la projection.

c. Installation, transmission et mobilité sociale et professionnelle : des modèles traditionnels à bout de souffle

L'image d'Épinal du paysan naissant et mourant sur une ferme repliée sur elle-même est bel et bien dépassée et le temps où on était agriculteur à vie, de génération en génération, semble révolu.

Chaque année, entre 12 000 et 13 000 chefs d'exploitation abandonnent leur métier avant l'âge de 55 ans, ce qui représente environ 40% des cessations d'activité. Les études montrent que, si ces départs peuvent résulter de faits économiques, ceux-ci ne sont pas toujours synonymes d'échecs.

Parallèlement au nombre croissant de départs précoces, on remarque l'arrivée dans la profession agricole de personnes ayant déjà exercé une activité antérieure, hors agriculture. Ce phénomène de mobilité socio-professionnelle des agriculteurs vient percuter les modèles traditionnels de l'installation-transmission. La transmission des exploitations au sein de mêmes familles ne va, en effet, plus nécessairement de soi. Les enfants d'agriculteurs qui décident de s'installer ne le font plus nécessairement en reprise de la ferme familiale. Au-delà de l'incapacité de la profession agricole à « s'auto-reproduire », on observe une augmentation du nombre de « hors cadres familiaux » ou de « non issus du milieu agricole », résultat de la mobilité professionnelle et de l'ouverture sociale qui caractérisent l'agriculture d'aujourd'hui¹³. Encore aujourd'hui, l'installation-entrée dans le métier et la transmission-sortie du métier sont deux moments dans la vie des exploitations agricoles qu'il convient d'appréhender dans la continuité l'un de l'autre. Cette continuité est pourtant compromise par les divers éléments que nous venons d'esquisser, auxquels s'ajoutent quelques facteurs annexes. Les professionnels de l'accompagnement à l'installation soulignent notamment une inadéquation de plus en plus marquée entre les fermes à reprendre et les projets portés par les candidats. Au problème inquiétant du manque de repreneurs mentionné précédemment, s'ajoute également un imaginaire valorisant de nouveaux modèles entrepreneuriaux et rejetant les modèles d'agriculture dite conventionnelle.

Par ailleurs, en agriculture comme dans tous les autres secteurs, l'entrée dans la vie active se fait de plus en plus tardivement. L'âge moyen au moment de l'installation augmente un peu plus chaque année et les nouveaux installés de plus de 40 ans représentent 27% des installations totales en 2019 (hors transferts entre époux). L'entrée dans le métier d'agriculteur est donc de plus en plus tardive, et l'installation est souvent pensée comme une étape dans une trajectoire professionnelle plus sinueuse que celles des générations d'agriculteurs précédentes.

On assiste donc à une évolution significative des profils des nouveaux agriculteurs ainsi que des projets d'installation qui sont de nature à transformer le visage de l'agriculture. La notion même d'« installation » semble entrer en contradiction avec des réalités sociales qui relèvent plus de la création ou de la reprise d'activité professionnelle, s'inscrivant dans des temps générationnels plus courts.

D'après la sociologue Cécile Gazo, trois grandes tendances étroitement liées sont à prendre en considération pour penser les enjeux autour de l'installation¹⁴.

13. Un chiffre est souvent repris pour illustrer ces deux phénomènes : 32% des installés qui bénéficient de la dotation jeunes agriculteurs le sont hors d'un cadre familial.

14. Cécile Gazo, *Qui pour gouverner l'installation en agriculture ? : analyse compréhensive des transformations des mondes agricoles à l'aune de la multiplication des initiatives volontaires de soutien à l'installation*. Thèse de doctorat en sociologie, INP Toulouse, 2023.

La première est la hausse du nombre de reconversions professionnelles. Sur ce point, la période actuelle révèle un point de basculement avec le passage d'une majorité de candidats à l'installation s'inscrivant dans des dynamiques de transmission intrafamiliale (hommes plus ou moins jeunes, issus de l'enseignement agricole) à une forte hétérogénéisation des origines sociales de ces candidats et une diversification des façons de penser leur entrée dans le monde agricole. Les personnes en reconversion professionnelle importent avec elles de nouvelles manières de concevoir l'activité agricole. Ces dernières peuvent même s'inscrire en rupture avec l'identité professionnelle agricole classique attachée à l'acte productif, portant par exemple davantage d'intérêt à des considérations liées aux modes de commercialisation et au marketing. Population plus âgée, souvent diplômée de l'enseignement supérieur, ces personnes ont une triple attente projetée dans l'activité agricole : mieux concilier vie professionnelle et personnelle, vivre de leurs convictions politiques (écologiques) et quitter le monde du salariat pour s'installer à leur compte. Contrairement aux générations qui envisageaient un retour à la terre dans les années 1970, ces nouveaux agriculteurs mêlent à ces considérations des ambitions économiques fortes voire centrales dans leur projet d'installation. Ces ambitions sont notamment nourries par les exigences et les mises en garde formulées par l'ensemble des organisations qui assurent l'accompagnement à l'installation. En effet, en deuxième tendance, notons que la valorisation du projet individuel, inséré ou non dans un projet collectif, est désormais au cœur des méthodes des différents organismes d'accompagnement, qu'il s'agisse de la chambre d'agriculture ou des associations alternatives spécialisées dans le développement rural. Cet effet « projet » est d'ailleurs appuyé par la politique publique de soutien à l'installation qui introduit, en 2009, le « plan de professionnalisation personnalisé ». L'enjeu est d'assurer la réussite et la pérennité de projets professionnels portés par des personnes non issues de l'enseignement agricole et de veiller à ce que les conditions de vivabilité (pénibilité, temps de travail, organisation) aient été interrogées.



Proposition d'activités pédagogiques

**EX. 1 / ANALYSE DES PARCOURS :
« D'OÙ VIENNENT LES AGRICULTEURS
D'AUJOURD'HUI ? »****Objectif :**

Comprendre la diversité des parcours d'installation en agriculture.

**Consigne :**

À partir des données de la fiche et d'exemples concrets :

- **Classez les profils des nouveaux agriculteurs en 3 catégories :**

- Transmission familiale (reprise de l'exploitation parentale).
- Reconversion professionnelle (anciens salariés, cadres, etc.).
- Nouveaux entrants (sans lien avec le milieu agricole).

Pour chaque catégorie, identifiez :

- Les motivations (économiques, écologiques, qualité de vie).
- Les freins (accès au foncier, capital, formation).
- Les spécificités des projets (modèles entrepreneuriaux, circuits courts, etc.).

**Supports :**

- Tableau comparatif ou carte mentale.
- Témoignages vidéo ou écrits de nouveaux installés (ex: Installation Paysanne, Terres de Liens).
- Données INSEE ou MSA sur l'âge et l'origine des installés.

**Variante :**

Jeu des portraits : Attribuez à chaque élève un profil type (ex. : un ancien informaticien en maraîchage bio, un jeune repreneur de ferme laitière familiale). Ils doivent imaginer son parcours et ses défis, puis le présenter à la classe.

**EX. 2 / ÉTUDE DE CAS :
« UN PROJET D'INSTALLATION EN 2026 »****Objectif :**

Simuler la construction d'un projet d'installation agricole.

**Consigne :**

En groupe, concevez un projet d'installation pour un profil tiré au sort :

- **Profil 1 :** Un couple de trentenaires, issus du milieu urbain, souhaitant s'installer en agroécologie.
- **Profil 2 :** Un agriculteur de 50 ans, en reconversion après une carrière dans le BTP, avec un projet de méthanisation.
- **Profil 3 :** Un jeune de 25 ans, fils d'agriculteur, reprenant la ferme familiale en polyculture-élevage.

Étapes :


1. **Diagnostic :** Ressources (capital, formation, réseau), contraintes (foncier, réglementation).
2. **Montage du projet :** Choix du modèle (individuel, collectif, sociétaire), activités (production, transformation, vente directe).
3. **Présentation :** Pitch de 5 minutes devant la classe, avec arguments pour convaincre un jury (banque, Chambre d'agriculture).


**Supports :**

- Grille d'évaluation (viabilité économique, cohérence avec les convictions, réalisme).
- Outils : business model canvas, calendrier prévisionnel.

Proposition d'activités pédagogiques

EX. 3 / DÉBAT : « FAUT-IL ÊTRE ISSU DU MILIEU AGRICOLE POUR RÉUSSIR SON INSTALLATION ? »


 **Objectif :**
Confronter les avantages et inconvénients
des différents parcours.

 **Consigne :**
Divisez la classe en deux groupes :


- **Groupe 1 :** Défend l'idée que l'expérience familiale est un atout indispensable (connaissance du métier, réseau, accès au foncier).
- **Groupe 2 :** Soutient que les nouveaux entrants apportent des innovations nécessaires (diversification, marketing, résilience).

Arguments à aborder :

- La légitimité dans le milieu agricole.
- L'accès aux aides et à la formation.
- La capacité à innover ou à perpétuer les traditions.


 **Supports :**


- Articles sur des parcours de reconversion (ex. : Le Monde, Reporterre).
- Données sur les taux de pérennité des exploitations selon l'origine des installés.

 **Restitution :**


- Débat structuré avec temps de parole égal.
- Synthèse collective : « Quels sont les critères de réussite d'une installation aujourd'hui ? »

EX. 4 / QUIZ : « CONNAISSEZ-VOUS LES ENJEUX DE L'INSTALLATION AGRICOLE ? »

 **Objectif :**
Vérifier les connaissances sur les défis et
opportunités.

 **Exemples de questions :**

- Quel pourcentage des installations concernent des plus de 40 ans ?
- Citez deux freins majeurs à l'installation hors cadre familial.
- Qu'est-ce qu'un « plan de professionnalisation personnalisé » ?
- Pourquoi parle-t-on de « mobilité socio-professionnelle » en agriculture ?

 **Supports :**

- Quiz interactif (Kahoot, Mentimeter).
- Correction collective avec explications.

ADAPTATIONS POSSIBLES

Pour les lycéens :

Privilégiez les exercices concrets (jeux de rôle, quiz) et les témoignages.

Pour les étudiants/adultes :

Approfondissez les analyses politiques et économiques (réforme des aides, foncier).

Interdisciplinarité :

Liez avec des cours d'économie (modèles entrepreneuriaux), de sociologie (mobilité sociale), ou de droit (statuts juridiques).

d. Revenus agricoles : entre richesse et pauvreté

Cet éclatement des formes d'exploitation se traduit par un éventail des revenus et des patrimoines. Dans un article récent publié dans la revue *Économie rurale*, l'économiste Vincent Chatelier a analysé les évolutions du revenu agricole considéré dans la période 2010-2019, non sans souligner, au préalable, les difficultés que présente l'appréhension de ce revenu¹⁵. Ainsi, par exemple, une exploitation agricole peut avoir un haut niveau de productivité du travail, mais un faible revenu en raison d'une maîtrise technique insuffisante ou d'une dépendance à fort endettement. De la même façon, une exploitation peut avoir un excédent brut d'exploitation élevé, mais dégager un faible revenu en raison d'investissements très conséquents. Enfin, il est difficile de calculer le poids des avantages en nature (logement, frais de communication ou de transport pris en charge par l'exploitation) dont peut bénéficier un exploitant. Il faut enfin ajouter que le revenu agricole ne se confond pas avec le revenu du ménage, le conjoint ou le chef d'exploitation lui-même pouvant avoir des activités rémunérées en dehors de l'exploitation.

En s'appuyant sur le Réseau d'information comptable agricole (Rica), Vincent Chatelier a calculé le revenu courant avant impôt (RCAI) par unité de travail agricole non salariée (UTANS), à savoir les chefs d'exploitation ou coexploitants. Toutes exploitations confondues à l'échelle de la France, le RCAI par UTANS s'élève, en moyenne annuelle sur dix ans, à 29 500 € (à monnaie constante de 2019). Ce lissage sur dix ans est d'une grande importance si l'on se souvient que l'année 2016 fut une année très difficile, à la fois en raison d'une chute des rendements en blé de 30 %, par rapport à l'année 2015, et de l'effondrement du prix du lait en raison d'une augmentation de l'offre européenne. L'année 2012 avait été, en revanche, une année exceptionnelle. La valeur médiane constatée sur dix ans est de 22 100 € et elle est inférieure d'un quart à la valeur moyenne, ce qui signifie que de très hauts revenus tirent la moyenne vers le haut. De fait, l'éventail des revenus est très ouvert : les 10 % des exploitations enregistrant les plus faibles revenus ont des revenus négatifs de -4 600 €, tandis que les revenus de la tranche la plus élevée s'élèvent à 69 500 € par unité. Les revenus moyens sont faibles dans les filières « bovin-viande » (18 600 €), ovins et caprins (20 300 €). Les plus élevés se rencontrent dans les filières porcines (39 100 €) et grandes cultures (50 700 €) avec, pour les 10 % des revenus les plus élevés dans ces branches, des revenus de 94 900 € en production porcine, 97 200 € en maraîchage, 113 700 € en grandes cultures et 123 400 € en viticulture. Dans toutes les productions, les 10 % des plus faibles revenus sont des revenus négatifs. Plus largement, un quart des exploitations, toutes productions confondues, ont un revenu par unité de travail inférieur à 8 500 €. En d'autres termes, un quart des exploitations connaissent des difficultés récurrentes, et ceci malgré les aides.

Cette disparité des revenus en agriculture est corroborée par d'autres études s'appuyant sur l'analyse du revenu brut des entreprises agricoles individuelles ou unipersonnelles¹⁶. Le revenu agricole brut est de 41 550 € en moyenne, comparable à celui des boulangers et des charcutiers, et supérieur à celui des restaurateurs ou des dirigeants de petites entreprises industrielles. L'analyse des revenus bruts confirme donc le constat de disparité des revenus en agriculture : en 2018, un quart des agriculteurs ont un revenu brut inférieur à 9 520 € et un quart ont un revenu brut supérieur à 60 470 €. Un grand nombre d'exploitations ne seraient pas viables et ne pourraient pas subsister sans les aides publiques : de fait, par-delà cette extrême disparité, la proportion des revenus les plus faibles n'est pas plus attestée que dans les autres secteurs indépendants¹⁷.

15. Vincent Chatelier, *L'hétérogénéité des revenus des actifs non salariés au sein de l'agriculture française. Un regard au travers de deux grilles typologiques*, *Économie rurale*, n° 378, octobre-décembre 2021, pp. 55-73.

16. Laurent Piet (dir.), *Hétérogénéité, déterminants et trajectoires du revenu des agriculteurs français*. Projet Agr'Income», INRAE – AgroCampus Ouest – VetAgroSup, avril 2020.

17. Mathilde Badufle, *Petites entreprises agricoles individuelles ou unipersonnelles : un revenu brut plus important que dans les autres secteurs*, Agreste, n° 2021-7, 2021.

Si aucune branche professionnelle n'affiche des disparités aussi marquées, la branche agricole se distingue encore par l'ampleur de l'endettement des exploitations, en raison d'investissements et de dettes très élevés. En 2018, la dette moyenne par exploitation s'élevait à 138 020 €. Cette propension massive à l'endettement trouve son origine dans deux phénomènes.

Le premier est la dynamique d'investissement encouragée par l'optimisation fiscale qu'autorisent les amortissements. Chaque année, comme le souligne l'économiste Philippe Jeanneaux, 10 à 13 milliards sont investis par les agriculteurs dans le matériel agricole (65%), les bâtiments (20%) et les biens agricoles tels que le bétail et les cultures pérennes (10%). L'endettement qui en résulte illustre le processus de substitution du capital au travail qui a permis l'augmentation apparente de la productivité du travail¹⁸.

Le second est lié à l'achat du foncier, qu'il s'agisse de rachats des parts du capital foncier de l'exploitation détenus par les collatéraux ou d'acquisitions réalisées en vue d'agrandir l'exploitation. Cette dernière dynamique a pour conséquence de faire des agriculteurs les détenteurs du plus fort patrimoine au sein de la population des indépendants. La formule, déjà un peu ancienne, selon laquelle, dans ce métier, « on vit pauvre pour mourir riche » n'a pas perdu de son actualité et, si elle ne concerne pas tous les agriculteurs, elle vaut encore pour une bonne partie d'entre eux. Les études de l'Insee font apparaître que les agriculteurs en fin de carrière possédaient en 2010 le plus gros patrimoine parmi les indépendants (850 000 € brut et 750 000 € net en moyenne)¹⁹. Le patrimoine médian net des agriculteurs (après déduction des emprunts) était à la même date de 510 500 €, le plus élevé parmi les indépendants. La tendance s'est confirmée et, en moyenne, entre 2004 et 2015, le patrimoine brut (avant déduction des emprunts) des agriculteurs a plus que doublé, passant de 489 724 € à 1 040 000 € en valeur moyenne. Cette capitalisation croissante permet de comprendre pourquoi un renouvellement des générations à effectif constant est devenu, dans certaines filières, hautement improbable.



18. Philippe Jeanneaux, François Purseigle, Luc Bodiguel, Bertrand Hervieu, *Fragmentation du modèle de l'exploitation familiale et nouvelles structurations des relations capital-travail-foncier en agriculture*. Agronomie, environnement et sociétés, Association française d'agronomie (AFA), volume 10, numéro 2, décembre 2020, pp. 57-71.

19. Marie-Cécile Cazenave-Lacrouts, David Guillas, Guillaume Lebrault, *Le patrimoine des ménages en 2018. Repli de la détention de patrimoine financier*, INSEE Première, n° 1722, décembre 2018.

Proposition d'activités pédagogiques

EX. 1 / ANALYSE DES DONNÉES : « QUI GAGNE QUOI EN AGRICULTURE ? »

Objectif :

Comprendre la disparité des revenus agricoles selon les filières.



Consigne :

À partir des données de la fiche et du RICA (Réseau d'Information Comptable Agricole) :

- Classez les filières par ordre croissant de revenu moyen (RCAI/UTANS).
- Calculez l'écart entre le revenu médian (22 100 €) et le revenu moyen (29 500 €). Que signifie cette différence ?
- Identifiez les 10 % d'exploitations les plus pauvres (revenus négatifs) et les 10 % les plus riches (ex. : viticulture à 123 400 €).
- Comparez avec d'autres secteurs indépendants (boulangers, restaurateurs).



Supports :

- Tableau ou graphique des revenus par filière.
- Calculatrice pour les écarts et pourcentages.
- Données INSEE sur les revenus des indépendants.



Questions pour aller plus loin :

- Pourquoi certaines filières (grandes cultures, viticulture) sont-elles plus rentables que d'autres (bovin-viande, ovins) ?
- Comment expliquer que 25 % des exploitations aient un revenu inférieur à 8 500 € ?

EX. 2 / ÉTUDE DE CAS : « LE REVENU D'UN AGRICULTEUR EN GRANDES CULTURES VS. BOVIN-VIANDE »



Objectif :

Simuler le budget d'un agriculteur dans deux filières contrastées.



Consigne :

En groupe, imaginez le budget annuel de deux exploitations :

- Une exploitation en grandes cultures (RCAI : 50 700 €/UTANS).
- Une exploitation en bovin-viande (RCAI : 18 600 €/UTANS).

Étapes :

1. **Dépenses** : Investissements (matériel, foncier), charges (alimentation animale, intrants, main-d'œuvre), remboursement de dettes.
2. **Recettes** : Ventes, aides PAC, revenus annexes.
3. **Bilan** : Revenu disponible après impôts et remboursements.
4. **Analyse** : Quels sont les risques (aléas climatiques, prix des marchés) ? Comment chaque exploitation peut-elle améliorer sa rentabilité ?



Supports :

- Grilles de coûts types (Chambres d'agriculture).
- Articles sur les crises de prix (ex. : lait 2016, blé 2022).





Restitution :

- Présentation sous forme de tableau ou d'infographie.
- Débat : « Quels leviers pour réduire les disparités ? »

Proposition d'activités pédagogiques

EX. 3 / DÉBAT : « LES AIDES PUBLIQUES : UNE BOUÉE OU UNE DÉPENDANCE ? »


 **Objectif :**
Évaluer le rôle des subventions dans la viabilité des exploitations.

 **Consigne :**
Divisez la classe en deux groupes :


- **Groupe 1 :** « Les aides PAC sont indispensables pour sauver les petites exploitations. »
- **Groupe 2 :** « Les aides maintiennent un modèle non viable et freinent l'innovation. »

Arguments à aborder :

- La part des aides dans le revenu (ex : 25 % des exploitations non viables sans elles).
- Les distorsions de concurrence (grandes exploitations vs. petites).
- Les alternatives (circuits courts, agroécologie).


 **Supports :**


- Données sur la répartition des aides PAC (ex. : 80 % des aides pour 20 % des exploitations).
- Témoignages d'agriculteurs (ex. : La Confédération Paysanne vs. FNSEA).

 **Restitution :**


- Débat structuré avec temps de parole égal.
- Synthèse : « Faut-il reformer les aides agricoles ? »

EX. 4 / ENQUÊTE : « PATRIMOINE AGRICOLE : 'VIVRE PAUVRE POUR MOURIR RICHE' ? »


 **Objectif :**
Analyser le lien entre endettement, patrimoine et transmission.

 **Consigne :**
Interrogez des acteurs locaux (notaires, Safer, agriculteurs retraités) sur :

- La valeur du foncier et son évolution.
- Les stratégies de transmission (donation, vente, fermage).
- Les conséquences pour les jeunes qui s'installent (prix d'entrée, dettes).

 **Supports :**


- Données Safer sur les prix des terres.
- Articles sur les holdings et montages juridiques (ex. : Terres de Liens).


 **Restitution :**


- Carte des prix du foncier par département (ex. : Occitanie vs. Île-de-France).
- Analyse : « Comment concilier patrimoine familial et installation des jeunes ? »

Proposition d'activités pédagogiques


EX. 5 / QUIZ : « CONNAISSEZ-VOUS LES REVENUS ET PATRIMOINES AGRICOLES ? »


 **Objectif :**
Vérifier les connaissances sur les disparités
et l'endettement.


-  **Exemples de questions :**
- Quel est le revenu médian d'un agriculteur en France ?
 - Quelle filière a le RCAI le plus élevé ?
 - Pourquoi le patrimoine des agriculteurs est-il si élevé ?
 - Citez deux risques majeurs pour les revenus agricoles.

-  **Supports :**
- Quiz interactif (Kahoot, Genially).
 - Correction avec explications et données clés

EX. 6 / RÉFLEXION PERSONNELLE : « ET MOI, JE M'ENDETTERAIS POUR M'INSTALLER ? »

 **Objectif :**
Sensibiliser aux réalités économiques de
l'installation.

-  **Consigne :**
Rédigez un texte ou enregistrez une vidéo pour
expliquer :
- Si vous étiez agriculteur, quel modèle choisiriez-vous (filère, taille, endettement) ?
 - Quels risques seriez-vous prêt à prendre ?
 - Comment sécuriserez-vous vos revenus (diversification, aides, épargne) ?

-  **Supports :**
- Témoignages de jeunes installés (ex: Installation Paysanne).
 - Simulateurs de prêt (ex. : Crédit Agricole).



Proposition d'activités pédagogiques

EX. 7 / LIEN AVEC LE FILM RURAL : « LES ULTRAS DE L'A64 ET LA QUESTION DES REVENUS »



Objectif :

Analyser comment le mouvement des Ultras de l'A64 aborde les enjeux économiques.



Consigne :

Après avoir visionné des extraits du film :

1. Identifiez les revendications liées aux revenus (prix justes, endettement, foncier).
2. Comparez avec les données de la fiche : « Les Ultras représentent-ils les agriculteurs les plus pauvres ou les plus endettés ? »
3. Débattiez : « Les mobilisations peuvent-elles changer les règles du jeu économique ? »



Supports :

- Extraits du film *Rural*.
- Articles sur les actions des Ultras (blocages, négociations).

ADAPTATIONS POSSIBLES

Pour les lycéens :

Simplifiez les données (focus sur 2-3 filières) et privilégiez les jeux de rôle.

Pour les étudiants/adultes :

Approfondissez les analyses économiques (calculs de seuil de rentabilité, étude des marchés).

Interdisciplinarité :

Liez avec des cours d'économie (mécanismes de marché), de géographie (disparités territoriales), ou de droit (statuts juridiques des exploitations).



e. La crise du Mercosur : géopolitique de la viande ?

Références : « Notre assiette mondialisée », Marine Colli, oct 2025.

Marine Colli est consultante dans le secteur agricole spécialiste des politiques publiques.

« **Accord viande contre voiture** » : c'est ainsi que l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur, une alliance économique de pays d'Amérique du Sud parmi lesquels le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay, est régulièrement décrit.



Cette expression est un peu simpliste, bien sûr. En réalité, comme à chaque fois qu'un tel accord commercial global est discuté, ce sont tous les secteurs de l'économie ou presque qui sont mis, en même temps, sur la table des négociations. Depuis 1999, date à laquelle les États membres de l'Union européenne ont donné mandat à la commission européenne pour mener à bien ces tractations avec le Mercosur, les négociateurs en chef des deux blocs ont cherché un deal incluant tout à la fois agriculture, industrie et services. L'enjeu, pour chaque bloc, étant d'obtenir de nouvelles parts de marché à l'exportation pour ses secteurs considérés comme « offensifs » et, en retour, d'accepter de concéder des ouvertures de marché facilitées dans les secteurs « défensifs ». L'accord tel qu'il a été conclu en décembre 2024 prévoit une libéralisation, c'est-à-dire une suppression ou une réduction des droits de douane, pour environ 90% des biens produits dans les pays du Mercosur et exportés vers l'Union européenne, et inversement.

Alors forcément, puisqu'il s'agissait de passer un deal avec le Brésil, champion du monde de l'agro-industrie exportatrice, la ferme France dans son ensemble mais particulièrement les secteurs de l'élevage – de bovins allaitants et de volaille, notamment –, se sont retrouvés dans la catégorie des grands perdants. Pour exporter vers l'Amérique du Sud plus de voitures, mais aussi plus de produits chimiques et pharmaceutiques – parmi lesquels des pesticides interdits dans nos fermes mais toujours produits par nos usines européennes –, la commission européenne a mis dans la balance de nouveaux « quotas » d'importation annuel, à droits de douane nul ou réduit, pour 180 000 tonnes de viandes de volaille et 99 000 tonnes de bœuf. Ces quotas pourraient, ainsi, s'ajouter aux volumes de viandes que nous importons déjà massivement en Europe, chaque année, depuis cette région du monde : plus de 300 000 tonnes de volaille et 250 000 tonnes de viandes bovines.

Mais au-delà des volumes, ces viandes importées depuis le Brésil sont, surtout, difficiles à avaler pour les éleveurs parce qu'elles proviennent de systèmes d'élevage aux standards de production très éloignés de ceux de nos fermes françaises. Élevages naisseurs installés sur front de déforestation de l'Amazonie et du Cerrado, centres d'engraissement comptant régulièrement plusieurs dizaines de milliers de bovins, dopage des animaux aux antibiotiques utilisés comme activateurs de croissance : à l'heure où la production de viandes diminue en France et que la société demande aux éleveurs de s'engager dans une « transition agro-écologique », cet accord vient au contraire stimuler la croissance de concurrents qui, pour conserver leur rang sur les marchés mondiaux, ignorent systématiquement les impacts de leurs pratiques en matière de protection de la santé et de l'environnement.

Proposition d'activités pédagogiques

EX. 1 / COMPRENDRE L'ACCORD UE-MERCOSUR : « QUI GAGNE QUOI ? »



Objectif :

Décrypter les intérêts économiques des deux blocs.



Consigne :

À partir de la fiche et de documents complémentaires :

- Listez les secteurs "offensifs" de l'UE (ex. : voitures, produits chimiques) et du Mercosur (ex. : viande bovine, volaille).
- Calculez l'impact des quotas d'importation sur le marché européen :
 - 180 000 tonnes de volaille et 99 000 tonnes de bœuf en plus par an.
 - Comparez avec la production française (ex. : 1,5 million de tonnes de bœuf/an).
- Identifiez les "perdants" et les "gagnants" dans chaque bloc.



Supports :

- Tableau comparatif des exportations/importations.
- Carte des pays du Mercosur et de leurs spécialisations agricoles.
- Données : Commission européenne sur l'accord UE-Mercosur.



Questions pour aller plus loin :

- Pourquoi l'UE accepte-t-elle d'ouvrir son marché à la viande sud-américaine ?
- Quels sont les arguments des industriels européens (ex. : automobiles, pharmacie) en faveur de l'accord ?

EX. 2 / ÉTUDE DE CAS : « UN ÉLEVEUR FRANÇAIS FACE À LA CONCURRENCE BRÉSILIENNE »



Objectif :

Simuler l'impact de l'accord sur une exploitation bovine française.



Consigne :

En groupe, analysez la situation d'un éleveur de bovins allaitants en Occitanie :

- **Coûts de production** : standards environnementaux, bien-être animal, main-d'œuvre.
- **Prix de vente** : concurrence avec la viande brésilienne (coût de production 30 % inférieur).
- **Scénarios** :
 - Sans accord : marché protégé, prix stables.
 - Avec accord : baisse des prix due aux importations, pression pour réduire les coûts.



Supports :

- Coûts de production comparés (France vs. Brésil).
- Témoignages d'éleveurs (ex: FDSEA, Confédération Paysanne).





Restitution :

- Présentation des stratégies d'adaptation (ex: labels qualité, circuits courts, manifestation).
- Débat : « Faut-il subventionner les éleveurs français pour compenser ? »

Proposition d'activités pédagogiques


EX. 3 / DÉBAT : « LIBRE-ÉCHANGE VS. SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE »


 **Objectif :**
Confronter les arguments pour et contre l'accord.

-  **Consigne :**
Divisez la classe en quatre groupes :
- **Groupe 1 :** « L'accord UE-Mercosur est une opportunité pour les consommateurs (viande moins chère) et les industriels européens. »
 - **Groupe 2 :** « L'accord menace les éleveurs français et les standards environnementaux. »
 - **Groupe 3 :** « Le Brésil a le droit de développer son agro-industrie comme l'Europe l'a fait. »
 - **Groupe 4 :** « L'UE doit imposer des clauses environnementales strictes dans l'accord. »


Arguments à aborder :


- Économie : compétitivité, emplois, parts de marché.
- Environnement : déforestation, antibiotiques, émissions de CO₂.
- Social : modèle agricole français vs. agro-industrie brésilienne.

-  **Supports :**
- Rapports d'ONG (ex. : Greenpeace sur la déforestation en Amazonie).
 - Discours de la Commission européenne et des syndicats agricoles.

-  **Restitution :**
- Débat structuré avec temps de parole égal.
 - Vote final : « Pour ou contre l'accord ? »

EX. 4 / ENQUÊTE : « VIANDE BRÉSILIENNE : QUEL IMPACT ENVIRONNEMENTAL ? »

 **Objectif :**
Analyser le lien entre élevage brésilien et déforestation.

-  **Consigne :**
Recherchez des données sur :
- La part de la viande brésilienne issue de zones déforestées (ex. : 20 % selon Reporterre).
 - Les antibiotiques utilisés comme activateurs de croissance (ex. : interdits en UE).
 - Les émissions de GES liées à l'élevage intensif au Brésil.



- Supports :**
- Articles : [Reporterre sur l'élevage brésilien](#), [FAO sur la déforestation](#).
 - Vidéo : Cash Investigation sur la viande sud-américaine.





- Restitution :**
- Infographie ou carte interactive (ex. : Google My Maps).
 - Comparaison avec les pratiques françaises (ex. : herbagers, labels bio).



Proposition d'activités pédagogiques

EX. 5 / QUIZ : « CONNAISSEZ-VOUS L'ACCORD UE- MERCOSUR ? »

 **Objectif :**
Vérifier les connaissances sur les enjeux géopolitiques.


 **Exemples de questions :**


- Quels pays composent le Mercosur ?
- Quel volume de bœuf l'UE va-t-elle importer en plus par an ?
- Pourquoi les éleveurs français manifestent-ils contre l'accord ?
- Citez deux impacts environnementaux de l'élevage brésilien.

 **Supports :**


- Quiz interactif (Kahoot, Mentimeter).

EX. 6 / LIEN AVEC LE FILM RURAL : « LES ULTRAS DE L'A64 CONTRE LE MERCOSUR ? »


 **Objectif :**
Analyser le lien entre mobilisations agricoles et accords commerciaux.

 **Consigne :**
Après avoir visionné des extraits du film :

- Identifiez les revendications des Ultras de l'A64 liées au libre-échange (ex. : "On ne veut pas de la viande brésilienne !").
- Comparez avec d'autres mouvements (ex : La Via Campesina, Les Soulèvements de la Terre).
- Débattez : « Les blocages d'autoroutes peuvent-ils faire annuler l'accord ? »

 **Supports :**

- Extraits du film *Rural*.
- Articles sur les manifestations contre le Mercosur (ex. : Le Monde, Libération).

 **Restitution :**

- Analyse écrite ou débat en classe.
- Proposition : « Quelles actions pour peser sur les négociations commerciales ? »

ADAPTATIONS POSSIBLES

Pour les lycéens :

Simplifiez les données (focus sur 1-2 filières) et privilégiez les jeux de rôle.

Pour les étudiants :

Approfondissez les analyses géopolitiques (OMC, accords bilatéraux).

Interdisciplinarité :

Liez avec des cours de géographie (mondialisation), d'économie (libre-échange), ou d'ECJS (engagement citoyen).

f. Le mouvement professionnel agricole

Le syndicalisme agricole français, marqué par une longue histoire de rivalités et de recompositions, reste un acteur central dans la représentation des agriculteurs et la définition des politiques publiques²⁰. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA) a incarné le modèle dominant, fondé sur l'unité syndicale et la cogestion avec l'État. Ce modèle, porté par une génération d'agriculteurs formés à l'école de la Jeunesse Agricole Chrétienne (JAC), a permis à la FNSEA de s'imposer comme l'interlocuteur privilégié des pouvoirs publics, en promouvant une agriculture modernisée et entrepreneuriale. Cependant, ce paysage syndical, longtemps dominé par la FNSEA et les Jeunes Agriculteurs (JA), a connu des évolutions majeures, notamment avec l'émergence de la Confédération paysanne dans les années 1980 et, plus récemment, la montée en puissance de la Coordination rurale à partir des années 1990²¹.

Les élections aux Chambres d'agriculture de janvier 2025 ont confirmé cette dynamique de pluralisation. L'alliance FNSEA-JA, bien que restant majoritaire avec 46,70 % des suffrages au niveau national, a enregistré un recul par rapport à 2019 (54,94 %). Celui-ci s'explique en partie par une contestation croissante de la cogestion et par l'émergence de nouvelles attentes parmi les agriculteurs, notamment en matière de reconnaissance des spécificités territoriales et de réponse aux crises économiques et environnementales. La Coordination rurale, qui a recueilli 29,85 % des voix (+9,68 points par rapport à 2019), est devenue la principale bénéficiaire de ces évolutions, remportant la présidence de 14 Chambres départementales (contre 3 en 2019) et s'imposant comme la deuxième force syndicale du pays. La Confédération paysanne, quant à elle, a consolidé sa position avec 20,49 % des suffrages, progressant légèrement par rapport à 2019 (18,66 %), et a remporté la présidence de la Chambre d'Ardèche.

Les chambres d'agriculture, tout comme les autres chambres consulaires (Chambre de commerce et d'industrie et Chambre des métiers), disposent de missions de service public. Leurs représentants sont élus pour six ans et jouent un rôle clé dans l'accompagnement des agriculteurs en matière de développement agricole. Le scrutin de 2025 a ainsi révélé une volonté de renouvellement parmi les électeurs, avec une participation en légère hausse et une diversification des choix syndicaux. Malgré son affaiblissement relatif, la FNSEA conserve la présidence de 84 chambres sur 102, mais doit désormais composer avec une opposition renforcée, notamment dans des régions comme la Nouvelle-Aquitaine et en Occitanie, où la Coordination rurale a réalisé une percée. C'est dans ce contexte que l'association « Les Ultras de l'A64 » a remporté la chambre de Haute-Garonne, proposant ainsi une nouvelle forme d'alternative dans la gestion des chambres, portée par un groupe asyndical né des colères agricoles de 2024 et défendant des revendications à l'échelle du territoire.

20. Bertrand Hervieu, François Purseigle, *Sociologie des mondes agricoles*, Armand Colin, 2013

21. François Purseigle. *Les sillons de l'engagement. Jeunes agriculteurs et actions collectives*. Paris : L'Harmattan, 2004

Le paysage syndical agricole français est désormais marqué par un pluralisme accru, représentatif des attentes diversifiées des agriculteurs concernant l'orientation des politiques publiques agricoles²². Cette évolution reflète les transformations profondes des mondes agricoles, confronté à des défis multiples : transition écologique, renouvellement des générations ou encore concurrence internationale. Les syndicats devront, dans les années à venir, adapter leurs discours et leurs actions pour répondre à ces enjeux, tout en préservant leur légitimité auprès d'une base de plus en plus diversifiée.

Des attentes divergentes vis-à-vis de l'action publique agricole

Les divergences entre syndicats renvoient à des attentes profondément divergentes et révèle une tripartition idéologique des mondes agricoles²³. Un premier groupe d'agriculteurs, socialement fragilisés et attachés à leurs territoires, se vit comme marginalisé et demande avant tout de pouvoir vivre dignement de son métier ; leur discours, plutôt conservateur et agrarien, réclame protection et reconnaissance identitaire dans un contexte perçu comme hostile, et s'exprime plus fréquemment en proximité avec la Coordination rurale. Un second groupe, constitué d'exploitants se pensant entrepreneurs, souhaite « être à armes égales » dans un marché mondialisé et attend de l'État et de l'Union européenne une harmonisation des règles et une protection commerciale leur permettant de rester compétitifs ; ce discours, davantage porté par des exploitants dotés en capital et insérés dans les organisations professionnelles, se retrouve du côté de la FNSEA et des Jeunes Agriculteurs. Enfin, un troisième groupe, se revendiquant « paysan », recherche une reconnaissance politique pour sa contribution socio-environnementale et demande un soutien ciblé aux transitions agro-écologiques, en opposition à ce qu'il qualifie d'agriculture industrielle ; ce groupe, numériquement plus réduit mais très politisé, est davantage proche de la Confédération paysanne. Cette diversité d'attentes illustre la difficulté pour les pouvoirs publics d'élaborer des politiques agricoles capables de satisfaire des conceptions contrastées du métier et du futur de l'agriculture.

22. Pour aller plus loin : Pierre-Henri Bono, François Purseigle, « Colères agricoles », *Revue Esprit*, novembre 2024 : <https://esprit.presse.fr/article/pierre-henri-bono-et-francois-purseigle/coleres-agricoles-45583>
<https://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/actualites/etude-agriculture-de-quelles-coleres-et-attentes-es-tu-le-nom/>
<https://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/etudes-enquetes/barometre-vox-agri/>

23. François Purseigle, Blandine Mesnel, « L'État face aux colères agricoles », *La vie des idées*, janvier 2025

**ZOOM****L'OCCITANIE ET LA HAUTE-GARONNE,
UN LABORATOIRE DES MUTATIONS SYNDICALES**

L'Occitanie, région emblématique des dynamiques agricoles françaises, a été le théâtre de profonds bouleversements lors des élections aux Chambres d'agriculture de 2025. Ce scrutin a révélé une défiance croissante envers les syndicats traditionnels et l'émergence de nouvelles formes de représentation, portées par des mouvements de contestation locale.

En Haute-Garonne : la victoire des « Ultras de l'A64 »

Le département a marqué les esprits en élisant à la tête de sa Chambre d'agriculture la liste asyndicale des « Ultras de l'A64 », portée par la figure médiatique Jérôme Bayle. Avec 41,06 % des voix, cette liste indépendante, née des mobilisations agricoles de 2023-2024, a devancé la FNSEA et la Coordination rurale, symbolisant une rupture avec le système syndical traditionnel. Ce résultat inédit illustre la volonté d'une partie des agriculteurs de rompre avec la cogestion, perçue comme inadaptée des réalités du terrain. Christian Déqué, à la tête de cette liste, a été élu président de la Chambre en février 2025, marquant une première dans l'histoire récente du syndicalisme agricole.

Une région en mouvement

L'Occitanie a également vu la Coordination rurale renforcer sa présence, remportant notamment les Chambres du Gers et du Tarn. Dans le Gers, le président de la Coordination rurale Occitanie, a été élu avec plus de 50 % des voix, tandis que dans le Tarn-et-Garonne, la FNSEA et les Jeunes Agriculteurs ont conservé le contrôle, mais avec une marge réduite (48 % des voix). Ces résultats reflètent une région profondément divisée entre des bastions historiques de la FNSEA, des zones de percée de la Coordination rurale et des territoires où émergent des listes indépendantes, comme en Ariège.


Un signal fort


Malgré la victoire de l'alliance FNSEA-JA dans la plupart des départements de la région, celle des « Ultras de l'A64 » en Haute-Garonne et la progression de la Coordination rurale en Occitanie témoignent d'une demande de renouvellement des pratiques syndicales. Ces évolutions posent la question de l'adaptation du syndicalisme à un monde agricole en pleine mutation, confronté à des défis économiques, environnementaux et sociaux sans précédent.

**Pour aller plus loin****Résultats détaillés des élections 2025
Chambres d'agriculture France**


Proposition d'activités pédagogiques

EX. 1 / CARTOGRAPHIE DES SYNDICATS AGRICOLAS : « QUI REPRÉSENTE QUI ? »


 **Objectif :**
Comprendre le paysage syndical et ses évolutions récentes.

 **Consigne :**
À partir des données de la fiche et des résultats des élections 2025 :

- Classez les syndicats (FNSEA-JA, Coordination rurale, Confédération paysanne, listes indépendantes) selon :
 - Leur poids national (pourcentage de voix).
 - Leur implantation régionale (ex. : Occitanie, Nouvelle-Aquitaine).
 - Leurs positions clés (productivisme, agroécologie, anti-cogestion).
- Créez une carte de France des Chambres d'agriculture avec les couleurs des syndicats majoritaires.


 **Supports :**


- Carte interactive (ex. : Chambres d'agriculture France).
- Tableau comparatif des programmes syndicaux.
- Données : Résultats élections 2025.

 **Questions pour aller plus loin :**

- Pourquoi la FNSEA reste-t-elle majoritaire malgré son recul ?
- Comment expliquer la percée de la Coordination rurale en Occitanie ?

EX. 2 / ANALYSE DE DISCOURS : « QUE DISENT LES SYNDICATS SUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ? »

 **Objectif :**
Comparer les positions sur un enjeu clé.

Consigne :
 À partir de textes ou vidéos :

- Relevez les arguments de chaque syndicat sur :
 - Les accords de libre-échange (ex. : Mercosur).
 - La réduction des pesticides.
 - Les énergies renouvelables (méthanisation, photovoltaïque).
- Discutez : « Quel syndicat est le plus crédible sur ces questions ? »


Supports :


- Communiqués syndicaux (ex : FNSEA, Confédération paysanne).
- Articles : Terre-net sur les positions syndicales.
- <https://www.reussir.fr/syndicat>



Proposition d'activités pédagogiques

EX. 3 / QUIZ : « CONNAISSEZ-VOUS LE SYNDICALISME AGRICOLE ? »

 **Objectif :**
Vérifier les connaissances sur les acteurs et enjeux.

-  **Exemples de questions :**
- Quel syndicat a remporté les élections en Ardèche en 2025 ?
 - Citez deux différences entre la FNSEA et la Confédération paysanne.
 - Pourquoi la Coordination rurale critique-t-elle la cogestion ?
 - Qui est Jérôme Bayle ?

 **Supports :**

- Quiz interactif (Kahoot, Mentimeter).


ADAPTATIONS POSSIBLES


Pour les lycéens :
Simplifiez les données (focus sur 2-3 syndicats) et privilégiez les jeux de rôle et débats.


Pour les étudiants/adultes :
Approfondissez les analyses politiques (histoire de la cogestion, droit syndical).

Interdisciplinarité :
Liez avec des cours d'histoire (syndicalisme depuis 1945), de géographie (dynamiques territoriales), ou de SES (mouvements sociaux).


EX. 4 / LIEN AVEC LE FILM RURAL : « JÉRÔME BAYLE, NOUVEAU VISAGE DU SYNDICALISME ? »

 **Objectif :**
Analyser le rôle des mouvements comme les Ultras de l'A64.

-  **Consigne :**
Après avoir visionné des extraits du film :
- Identifiez les méthodes des Ultras (blocages, médiatisation, réseaux sociaux).
 - Comparez avec les syndicats traditionnels (négociation, grèves).
 - Débattre : « Les mouvements radicaux sont-ils nécessaires pour faire bouger les lignes ? »

 **Supports :**

- Extraits du film *Rural*.
- Articles : [France Bleu sur les Ultras](#).

-  **Restitution :**
- Analyse des stratégies de mobilisation.
 - Proposition : « Comment concilier radicalité et dialogue ? »



Pour aller plus loin

- Invitez un responsable syndical en classe pour un échange.
- Organisez une visite d'une Chambre d'agriculture ou une rencontre avec un élu agricole.
- Comparez avec d'autres pays (ex. : syndicalisme agricole en Espagne ou en Allemagne).



g. Les recompositions des espaces ruraux

Les territoires ruraux français sont en pleine transformation. Longtemps associés à l'exode et au déclin, ils connaissent aujourd'hui une recomposition démographique, géographique et sociale sans précédent. Ces transformations, accélérées par des facteurs comme la pandémie de Covid-19, le télétravail et les nouvelles attentes en matière de cadre de vie, redéfinissent le rôle des agriculteurs, les dynamiques territoriales et les conflits d'usage de ces territoires.

20 % de la population française vit dans des communes rurales (moins de 2 000 habitants), soit 14 millions de personnes (INSEE, 2020). Ce chiffre est stable en valeur absolue depuis 1960, mais il représentait alors 30 % de la population. Aujourd'hui, la France compte 27 388 communes considérées comme rurales sur un total de 34 968 communes. 80 % des Français vivent dans des unités urbaines (plus de 2 000 habitants), et 50 % dans des agglomérations de plus de 100 000 habitants. 5 départements (Gers, Cantal, Lot, Creuse, Lozère) comptent moins d'un tiers de leur population en zone urbaine, illustrant la persistance de zones à faible densité.

L'exode rural, amorcé dans les années 1860–1870, a réduit la part des ruraux de 80 % à la fin du XIX^e siècle à 20 % aujourd'hui. Depuis les années 1990, on observe un tassement de l'exode, voire un retournement partiel : les campagnes ne se vident plus, mais se recomposent. 1,2 million d'arrivées en milieu rural en 5 ans (contre 1 million de départs), avec une mobilité accrue (télétravail, bi-résidence). Il est à retenir que les ruralités ne sont plus synonymes de déclin démographique, mais de transformation sociale et fonctionnelle. Les campagnes ne sont plus des espaces de production agricole exclusive, mais des territoires multifonctionnels qu'il est nécessaire de penser par la diversité²⁴.

Les chercheurs identifient quatre types d'espaces ruraux en France, chacun marqué par des dynamiques démographiques et sociales spécifiques, reflétant des attractivités et des enjeux différents

Les espaces péri-urbains : des territoires en pleine expansion

Ces espaces, bien que classés comme ruraux, subissent une forte influence urbaine en raison de leur proximité avec les grandes villes. Leur caractéristique principale est un solde migratoire très positif, lié à l'installation croissante de populations attirées par la qualité de vie et des prix immobiliers plus accessibles qu'en ville. Depuis plusieurs décennies, leur fonction résidentielle s'est renforcée, au point que certaines communes ont été intégrées aux unités urbaines. Ces territoires sont considérés comme les « grands gagnants » des évolutions démographiques des quarante dernières années, et la pandémie de Covid-19 a probablement accéléré cette tendance.

24. Christina D'Alessandro, David Lévy, Théodore Régner, *Une nouvelle définition du rural pour mieux rendre compte des réalités des territoires et de leurs transformations* in *La France et ses territoires*, INSEE Références 2021 ; Cécile Détang-Dessendre et Virginie Piguet, *Les populations des villes et des campagnes : des mobilités qui comblent les disparités historiques* dans Stéphane Blancard, Cécile Détang-Dessendre et Nicolas Renahy (coord.), *Campagnes contemporaines. Enjeux économiques et sociaux des espaces ruraux français*, Versailles, Éditions Quae, 2016, p. 9-22.

Le « grand péri-urbain » : une coexistence entre nouveaux arrivants et populations locales vieillissantes

Ce type d'espace rural se distingue par la présence de deux populations : une population nouvellement installée, souvent des familles avec enfants cherchant à accéder à la propriété, et une population locale ancienne et vieillissante. Le solde migratoire positif des nouveaux arrivants compense largement le déclin démographique de la population autochtone. Les villages de la grande couronne du Bassin parisien illustrent cette dynamique, avec une croissance démographique soutenue, portée par l'attrait pour la propriété et un cadre de vie plus abordable qu'en ville ou dans le péri-urbain proche.

Les espaces ruraux intermédiaires : un équilibre précaire

Ces territoires, moins attractifs que les espaces péri-urbains, connaissent une attractivité modérée et une population rurale ancienne en déclin. Leur solde migratoire est légèrement positif, mais leur solde naturel reste négatif, ce qui limite leur croissance démographique. Ils se situent entre les zones dynamiques et les espaces les plus isolés, sans bénéficier pleinement des avantages des uns ou des autres.

Le rural isolé : des territoires en déclin démographique

Appelé aussi « diagonale aride », cet espace s'étend des plaines de la Meuse aux Pyrénées, en passant par le Morvan et le Massif Central. Il se caractérise par des soldes naturels négatifs et un vieillissement marqué de la population, avec près d'un tiers des habitants âgés de plus de 60 ans. La part des jeunes adultes y est faible, tandis que la population agricole y reste relativement importante (15 à 20 % de la population). Ces régions souffrent d'un manque d'attractivité, en dehors des fonctions agricoles traditionnelles, et peinent à retenir ou attirer de nouveaux habitants.

Comme le soulignent Jérôme Fourquet et Jean-Laurent Cassely, les espaces agricoles traditionnels ne représentent plus qu'une facette des territoires non urbanisés. En Europe comme en France, les espaces ruraux sont désormais recherchés moins pour leurs fonctions productives que pour leur cadre de vie. Cette évolution redéfinit les enjeux des politiques d'aménagement et de développement territorial, entre attractivité résidentielle et préservation des équilibres démographiques.

TYPE D'ESPACE	CARACTÉRISTIQUES	DYNAMIQUE DÉMOGRAPHIQUE	ENJEUX PRINCIPAUX
PÉRI-URBAIN	Proche des grandes villes, attractivité résidentielle forte.	Solde migratoire très positif.	Artificialisation des sols, pression foncière, perte de terres agricoles.
GRAND PÉRI-URBAIN	Coexistence entre anciens ruraux et nouveaux arrivants (jeunes familles, retraités).	Croissance démographique, vieillissement partiel.	Gentrification, tensions autour des services publics, conflits d'usage.
ESPACES INTERMÉDIAIRES	Attrait urbain modéré, déclin de la population rurale traditionnelle.	Solde migratoire légèrement positif, solde naturel négatif.	Désertification des services, vieillissement.
RURAL ISOLÉ	"Diagonale aride" (Massif Central, Morvan, Pyrénées).	Soldes naturel et migratoire négatifs.	Dépopulation, perte d'attractivité économique, mais maintien d'une agriculture forte.

En Occitanie, le département de la Haute-Garonne témoigne d'une dynamique péri-urbaine forte (attractivité toulousaine). De leur côté l'Ariège et la Lozère sont des territoires plus isolés et caractérisés par un vieillissement marqué de la population. Le Gers quant à lui est un « mix entre péri-urbain (proximité de Toulouse) et rural isolé ».

h. Le retournement de l'exode rural : quand l'urbanité s'installe dans les campagnes

Depuis les années 1990, la France rurale connaît un renversement historique : l'exode rural, qui avait vidé les campagnes de leurs habitants depuis le XIX^e siècle, a laissé place à une nouvelle dynamique démographique. Contrairement à l'idée d'une "renaissance rurale" fondée sur un retour à une vie paysanne traditionnelle, ce mouvement est avant tout marqué par l'extension de l'urbanité dans les espaces ruraux. 1,2 million d'arrivées en milieu rural en cinq ans, contre 1 million de départs, illustrent cette tendance. Les campagnes ne sont plus des espaces de production agricole exclusive, mais des réserves d'espace pour des populations urbaines en quête d'un cadre de vie différent. Ce retournement ne signifie pas un retour à la terre, mais plutôt une intégration des campagnes dans un espace urbain élargi.

Les espaces ruraux ne sont plus des sociétés paysannes autonomes, mais des éléments d'une société globale, où les modes de vie urbains dominent : une mobilité accrue avec des néo-ruraux qui conservent des liens forts avec les villes avec l'émergence du télétravail ; un anonymat et un individualisme : les relations sociales s'inspirent des modèles urbains, où l'autonomie individuelle prime sur les solidarités traditionnelles ; une dépendance aux infrastructures services de plus en plus concentrés dans les centres urbains comme la santé, l'éducation, les commerces et les réseaux de transport. Comme l'écrivait le sociologue Marcel Jollivet dans les années 1970, les campagnes sont devenues une "réserve d'espace" plutôt qu'une réserve de paysans.

La fonction résidentielle (permanente ou secondaire) est désormais le principal moteur de l'attractivité rurale. 10 % du parc de logements ruraux sont des résidences secondaires, souvent détenues par des urbains. Les activités présentielle (services, santé, tourisme) représentent les deux tiers de la croissance de l'emploi rural entre 1990 et 2009. Enfin, les bassins de vie ruraux connaissent une dynamique similaire à celle des zones urbaines, avec une croissance des emplois dans les secteurs du social, de la santé et des services.

Les campagnes ne sont plus des territoires dédiés seulement à la production agricole, mais des espaces de vie à la fois résidentiels, de loisir, de production industrielle ou logistique. Avec seulement 5,5 % des actifs ruraux, les agriculteurs sont désormais une minorité dans ces territoires : 7,7 % d'artisans et commerçants, 7,2 % de cadres, 19,3 % de professions intermédiaires, 28,6 % d'employés et 31,7 % d'ouvriers composent désormais la majorité de la population active rurale. Les surfaces agricoles reculent, tandis que les activités de services, comme le tourisme, se développent. Les agriculteurs ne sont plus les acteurs dominants des espaces ruraux, mais des acteurs parmi d'autres, souvent en tension avec les nouveaux habitants.

i. Place de l'agriculture dans les mondes ruraux : des défis de dialogue

Lors d'une prise de parole en juillet 2024, le porte-parole des Ultras Jérôme Bayle déclarait : « On est dans le monde rural, et dans le monde rural il y a les agriculteurs, des agriculteurs qui veulent vivre de leur métier. » Cette phrase n'est pas seulement une revendication professionnelle : elle témoigne d'un sentiment ancré chez une partie des agriculteurs, celui d'incarner naturellement les mondes ruraux et d'en être les représentants légitimes. Les mobilisations menées par les Ultras ont ainsi ravivé un discours plus large, dépassant la seule question des prix, des normes ou des charges. Elles ont remis sur la table le regard que les Français portent sur leurs campagnes et la place qu'y occupent encore ceux qui les cultivent.

Cette prétention à la centralité agricole renvoie à une réalité historique, mais qui n'est plus celle d'aujourd'hui. Pendant des siècles, les mondes ruraux furent le lieu, par excellence et même exclusif, de la production agricole. L'agriculteur n'y était pas un métier parmi d'autres : il en constituait le cœur vivant, économique, culturel et politique. Or cette époque est révolue. Les agriculteurs ne représentent plus qu'environ 1,5 % de la population active française, et parfois moins de 10 % même dans des communes pourtant officiellement rurales. Dans les zones périurbaines, l'agriculture coexiste désormais avec d'autres usages et d'autres populations : cadres venus chercher un cadre de vie, retraités, nouveaux propriétaires, touristes, randonneurs, télétravailleurs, artisans. Le rural n'est plus un espace agricole : c'est un espace habité, fréquenté, aménagé, traversé par des attentes très diverses.

À cette transformation économique s'ajoute une mutation démographique de grande ampleur déjà décrite plus haut : le nombre d'agriculteurs diminue, leur âge moyen augmente, et le renouvellement des exploitations n'est plus assuré. Cette contraction du groupe professionnel modifie le rapport des agriculteurs à leurs territoires. Ils ne sont plus le groupe central, ni numériquement ni socialement, et pourtant ils demeurent associés à l'identité symbolique des campagnes. Ils continuent aussi d'occuper une place politique importante : dans de nombreux villages, ils restent surreprésentés dans les conseils municipaux, les syndicats intercommunaux, les comités d'animation ou les associations locales. Ils participent encore à la structuration du territoire, mais ils ne sont plus seuls, ni incontestés.

Cette cohabitation produit des tensions. Pour les agriculteurs, l'espace rural reste avant tout un espace de travail et de production. Pour d'autres habitants, il est un lieu de résidence, de loisir, de nature, de patrimoine ou de contemplation. Ces attentes hétérogènes bousculent les élus locaux et les services de l'État, qui doivent arbitrer entre création de lotissements, maintien de terres agricoles, développement touristique, infrastructures, mobilités, services publics ou politiques patrimoniales. Le rural devient un espace négocié, et parfois disputé.

Dans ce contexte, les campagnes apparaissent comme un terrain de contradictions et de confrontations. Certaines portent sur les usages : circulation des engins agricoles, présence d'animaux, épandages, horaires de travail, chasse, clôtures, chemins. D'autres sont plus culturelles : rapport au bruit, aux odeurs, au paysage, au rythme de vie. D'autres encore sont politiques : représentation au sein des conseils municipaux, priorités budgétaires, place accordée à l'agriculture dans les projets de territoire. À cela s'ajoute un phénomène plus diffus, mais très commenté par les agriculteurs : l'ignorance des contraintes de leur métier par une partie des nouveaux habitants et le sentiment d'être perçus comme des pollueurs, des nuisances ou des gêneurs.

Pour une partie des agriculteurs, cette évolution conduit à une expérience paradoxale : ils vivent dans des territoires historiquement agricoles, mais ils ont le sentiment de ne plus y avoir leur place. Ils ne sont plus les figures naturelles des mondes ruraux, mais des producteurs parmi d'autres habitants, et ce déplacement du centre vers la périphérie nourrit une incompréhension qui, chez certains, se mue en colère. C'est ce décalage entre l'imaginaire de la campagne travailleur et la réalité d'un rural habité, patrimonialisé et réinvesti qui constitue aujourd'hui l'un des défis majeurs du dialogue entre agriculteurs et non-agriculteurs.



5

RESSOURCES COMPLÉMENTAIRES ET PROLONGEMENTS POSSIBLES

a. À la découverte de l'enseignement agricole et des métiers du vivant

Les « métiers du vivant » regroupent l'ensemble des professions liées à l'agriculture, l'environnement, l'alimentation, la gestion des espaces naturels et la production animale ou végétale. Ils offrent de nombreuses opportunités pour celles et ceux qui souhaitent s'engager dans une voie porteuse de sens et d'avenir.

Découvrez une diversité de métiers

Les métiers du vivant sont variés : agriculteur, conseiller agricole, technicien en environnement, paysagiste, vétérinaire, ingénieur agronome, responsable qualité en agroalimentaire, etc. Il est important de s'informer sur les différents secteurs et débouchés, par exemple en participant à des salons, des journées portes ouvertes ou en consultant des sites spécialisés.

Choisir la bonne formation

L'enseignement agricole propose des formations de la classe de 4ème au diplôme d'ingénieur, en passant par le CAP, le Bac professionnel, le BTS, les nouveaux Bachelors agricoles ou les licences professionnelles. Ces formations sont accessibles en voie scolaire (à temps plein de formation ou par alternance en MFR), par apprentissage ou en formation continue. Elles allient enseignements théoriques et pratiques, souvent en lien étroit avec le monde professionnel grâce aux stages et aux projets.

Valoriser les compétences et les savoir-être

Les métiers du vivant requièrent des compétences techniques, mais aussi des qualités humaines : sens de l'observation, capacité d'adaptation, esprit d'équipe, autonomie et engagement pour le développement durable. Les établissements agricoles mettent l'accent sur le développement de ces savoir-être, essentiels pour réussir dans le secteur.

S'informer et se faire accompagner

Pour s'orienter efficacement, il est conseillé de rencontrer des professionnels, de solliciter les conseillers d'orientation, et de se renseigner auprès des établissements agricoles. Les réseaux sociaux, les sites institutionnels et les plateformes dédiées à l'orientation sont également de précieux outils pour affiner son projet. <https://laventureduvivant.fr/>

**Oser l'alternance et l'expérience terrain**

L'alternance et les stages sont des moyens privilégiés pour acquérir une expérience concrète, mieux comprendre les réalités du métier et faciliter l'insertion professionnelle. Ils permettent aussi de développer un réseau et de confirmer son choix d'orientation.

Ce secteur est en pleine évolution et offre de belles perspectives pour celles et ceux qui souhaitent contribuer à la transition écologique, à la sécurité alimentaire et à la préservation de la biodiversité. S'orienter vers les métiers du vivant, c'est choisir un avenir utile et passionnant !



L'accompagnement singulier des Maisons familiales rurales (MFR)

Les Maisons familiales rurales (MFR) se distinguent par leur approche unique de l'accompagnement des jeunes et des adultes en formation. Fondées sur des valeurs de proximité, de solidarité et d'engagement, les MFR proposent un modèle éducatif qui place la personne au cœur du projet pédagogique, et ce depuis près de 90 ans.

La pédagogie de l'alternance, pilier des MFR, permet aux jeunes d'alterner périodes en centre de formation et en entreprise. Cette immersion régulière dans le monde professionnel donne du sens aux apprentissages et valorise les compétences pratiques. L'accompagnement ne se limite pas à la transmission de savoirs : il s'agit aussi d'aider chaque jeune à construire son projet de vie, à gagner en autonomie et à s'insérer durablement dans la société.

Enfin, l'accompagnement singulier des MFR s'appuie sur une forte implication des familles et des territoires. Les parents sont associés aux décisions et à la vie de l'établissement, ce qui renforce le lien éducatif et la cohérence du parcours de formation. Les MFR, ancrées dans leur environnement local, adaptent leurs actions aux besoins du territoire et participent activement à son développement.



Pour aller plus loin
www.mfr.fr



MFR
CULTIVONS LES RÉUSSITES

b. À la rencontre des agriculteurs

Rencontrer des agriculteurs représente une opportunité précieuse pour les élèves, apprentis ou étudiants, quel que soit leur parcours. Cette démarche permet d'abord de découvrir concrètement le monde agricole, souvent méconnu, et de mieux comprendre les réalités du travail de la terre, les enjeux alimentaires, environnementaux et économiques qui y sont liés.

Ces rencontres favorisent l'ouverture d'esprit et la curiosité des élèves. Elles leur offrent la possibilité d'échanger directement avec des professionnels passionnés, de poser des questions sur leur quotidien, leurs difficultés, leurs réussites, et d'appréhender la diversité des métiers agricoles. Cela contribue à déconstruire certains préjugés et à valoriser un secteur essentiel à la société.

Sur le plan pédagogique, ces visites s'inscrivent dans une démarche d'apprentissage active. Elles permettent de relier les enseignements théoriques à des situations concrètes : biologie, géographie, économie, développement durable, mais aussi citoyenneté et engagement local. Les élèves peuvent ainsi mieux saisir l'importance de l'agriculture dans leur vie quotidienne et dans l'équilibre des territoires.

Enfin, rencontrer des agriculteurs peut susciter des vocations ou, tout simplement, éveiller une conscience citoyenne sur les enjeux alimentaires, la préservation de l'environnement et le respect du vivant. C'est aussi une façon de renforcer le lien entre l'école et le territoire, en valorisant les acteurs locaux et en encourageant l'ancrage des jeunes dans leur environnement.

